

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 26/06/2019

N° : 2019/134

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/86

 **Décisions**

Page 87/187

ARRÊTÉS

Arrêté n° 19/112/CM

Arrêté fixant la composition de la Commission Locale de l'Amélioration de l'Habitat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5218-2 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles R.321-10 et R.321-10-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28 ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, notamment son article 72 ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°DEVT 0001-672/16/CM du 30 juin 2016 engageant la démarche d'élaboration du Programme Local de l'Habitat Métropolitain ;
- La délibération N°008-1843/17/CM du 30 mars 2017, de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant les conventions de délégation des aides à la pierre ;
- La délibération n° 010-1845/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant constitution de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La circulaire n°2004-73 UC/IUH du 23 décembre 2004 relative à l'élaboration des conventions de délégation de compétence en matière d'aide au logement ;
- La circulaire n° 2005-48 UC/DUH du 29 juillet 2005 relative à l'élaboration des conventions de délégation de compétence pour l'attribution des aides aux logements ;

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Juin 2019

- La circulaire n° 2007-07 UC/IUH du 22 janvier 2007 relative à l'élaboration des conventions de délégation de compétence pour l'attribution des aides aux logements ;
- La circulaire du 24 mars 2011 relative à l'élaboration des conventions de délégation de compétence des aides à la pierre ;
- L'arrêté n°17/161/CM fixant la composition de la commission locale de l'Amélioration de l'Habitat.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération 010-1845/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, a créée la Commission Locale d' Amélioration de l'Habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'en application des dispositions de l'article R.321-10 du CCH, il appartient à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de désigner les membres de la Commission Locale d' Amélioration de l'Habitat.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°17/161/cm est abrogé.

Article 2:

La Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composée des membres suivants :

a) La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant délégué aux dispositifs opérationnels relatifs à l'habitat dégradé, notamment les Opérations programmées d'amélioration de l'Habitat, les programmes intérêt général, les programmes de lutte contre l'éradication de l'habitat indigne, les copropriétés dégradées et à la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat, Monsieur Xavier Méry, qui assure la présidence de la CLAH,

b) Le Préfet des Bouches-du-Rhône, Délégué de l'Agence Nationale de l'Habitat dans le département, ou son représentant,

c) En qualité de représentants des propriétaires :

Titulaire : Madame Catherine BLANC TARDY, SYNDEC

Titulaire : Monsieur Jean-Marie VIAL, Union Nationale de la Propriété Immobilière, UNPI 13

Suppléant : Monsieur Rolf FIGGE, Union Nationale de la Propriété Immobilière, UNPI 13

Suppléant : Monsieur Auguste LAFON, Union Nationale de la Propriété Immobilière, UNPI 13

Suppléant : Monsieur Christian DURBEC, Union Nationale de la Propriété Immobilière, UNPI 13

d) En qualité de représentants des locataires :

Titulaire: Madame Marie BAGLIERI, Consommation Logement Cadre de vie

Titulaire : Monsieur Frédéric JACQUET, Confédération Nationale du Logement, CNL

Suppléant : Monsieur Christian THERY, Confédération Nationale du logement, CNL

e) En qualité de personnes qualifiées pour leurs compétences dans le domaine du logement :

Titulaire : Monsieur Thierry MOALLIC, Agence Départementale d'Information sur le Logement des Bouches du Rhône (ADIL13)

Titulaire : Monsieur Philippe SILVY, Agence Régionale de la Santé,

Titulaire : Monsieur Cyril CARTAGENA, Union des syndicats de l'immobilier

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Juin 2019

Suppléant : Monsieur Nicolas RASTIT, Union des syndicats de l'immobilier
Suppléant : Madame Clelia RAVAZZA, ARS
Suppléant : Madame Aurélie CHERRY- MICHEL, Agence Départementale d'Information sur le Logement des bouches du Rhône (ADIL13)
Suppléant : Monsieur Didier BERTRAND, Fédération Nationale de l'immobilier

f) En qualité de personnes qualifiées pour leurs compétences dans le domaine du social :

Titulaire : Monsieur Florent HOUDMON, Fondation Abbé Pierre
Titulaire : Monsieur Jean Luc FRIEDMANN, ADAï 13
Suppléant : Madame Florence LLUCIA, Association Méditerranée pour l'insertion par le logement
Suppléant : Madame Françoise BUREAU DU COLLOMBIER, Association Méditerranée pour l'insertion par le logement
Suppléant : Madame Valérie MUTTI, ADAï 13
Suppléant : Madame Aude LEVEQUE, Fondation Abbé Pierre

g) En qualité de représentants des Associés Collecteurs de l'Union Economique Sociale du Logement :

Titulaire : Monsieur Nicolas THIENARD, Action Logement
Suppléant : Madame Estelle Neuville, Action Logement
Suppléant : Madame Elisabeth ROUSSET-ROUVIERE

Sur proposition de son Président ou de tout autre membre, toute personne utile à la connaissance et l'avancement des projets pourra être invitée à participer à la CLAH, en qualité d'expert, et notamment :

- Les Vice-Présidents délégués à l'Habitat des Conseils de Territoires concernés,
- Les opérateurs ayant préparé des demandes de financement sur les territoires des conseils de territoires concernés.

Article 3 :

Le mandat des membres de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat prendra fin au renouvellement du Conseil de la Métropole.

Article 4:

Madame la présidente de la métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 juin 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/119/CM

Mise à jour n°2 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Eguilles relatives aux Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisible-Retrait-gonflement d'argile.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.151-43, L153-60, R 151-51, R.153-18 et suivants relatifs au contenu des annexes du Plan Local d'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Eguilles et ses évolutions successives approuvées ;
- Le courrier du Préfet du 24 septembre 2018 demandant la mise à jour des annexes du Plan Local d'Urbanisme.

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de mettre à jour les annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles en y intégrant l'arrêté préfectoral du 27 février 2017 et ses annexes.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles est mis à jour à la date du présent arrêté par ajout dans ses annexes de l'arrêté préfectoral du 27 février 2017 et de ses annexes.

Article 2 :

La mise à jour, sur support papier, est tenue à la disposition du public à la mairie d'Eguilles, Place Gabriel Payeur 13510 Eguilles.

Article 3 :

L'arrêté préfectoral du 27 février 2017 ainsi que ses annexes (rapport de présentation, règlement, cartes de zonage réglementaire et carte technique de typologie du bâti) sont joints au présent arrêté.

Article 4 :

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en Mairie de la commune d'Eguilles pendant le délai d'un mois minimum.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 juin 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/122/CM

Réouverture partielle de l'équipement à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas et exploité par la SARL Tiger's House.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention d'occupation d'un équipement du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exploitation d'un local à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas conclue le 17 avril 2018 au bénéfice de la SARL Tiger's House ;
- Le diagnostic structure bois du bureau d'études « Bois et Etudes Hulin » du 16 novembre 2018 ;
- Le diagnostic structure de maçonnerie du bureau d'études « Snapse Structure » du 23 novembre 2018 ;
- L'arrêté n°18/356/CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 novembre 2018 portant fermeture de l'équipement à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas, sis Mas de Combe, et exploité par la SARL Tiger's House ;
- L'arrêté n°19/069/CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 1^{er} mars 2019 portant prolongation de fermeture de l'équipement à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas, sis Mas de Combe, et exploité par la SARL Tiger's House ;
- Le diagnostic complémentaire du bureau d'études « Snapse Structure » du 27 mars 2019 ;
- Le diagnostic complémentaire du bureau d'études « Bois et Etudes Hulin » du 29 mars 2019 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juin 2019

- Le pré-rapport d'expertise judiciaire du 25 mai 2019, établie par Monsieur Anthony Box, désigné par le TGI d'Aix-en-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un équipement à usage de restaurant situé sur le parc du golf de Miramas dont l'occupation a été confiée à la SARL Tiger's House aux fins d'exploitation d'un restaurant-bar-brasserie, ouvert à tout public ainsi qu'aux usagers des structures publiques du golf et du centre équestre ;
- Que les diagnostics structure bois et structure maçonnerie respectivement des bureaux d'études « Bois et Etudes Hulin » et « Snapse Structure » ont révélé la nécessité de conforter à très court terme le bâtiment exploité à usage de restaurant ;
- Qu'en égard aux risques encourus pour les personnes et l'intégralité dudit bien accueillant du public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a prononcé par arrêté du 30 novembre 2018 une fermeture pour trois mois ;
- Qu'une prolongation de la fermeture dudit équipement a été prononcée par arrêté du 1^{er} mars 2019, pour une durée de trois mois, afin de réaliser des investigations complémentaires ;
- Que les résultats desdites investigations complémentaires confirment des signes de désordres notamment sur les parties planchers bois ;
- Que l'ouvrage litigieux a été examiné par l'expert désigné par le Tribunal assisté d'un sapiteur technique, dans le cadre d'une deuxième réunion technique du 15 mai 2019 ;
- Que les conclusions provisoires de l'expertise judiciaire, rendues dans son pré-rapport le 25 mai 2019 aux parties, indiquent que le bâtiment ne présente pas de risque de péril imminent ou d'effondrement ;
- Qu'il préconise cependant d'effectuer des travaux de confortement sur certaines zones du bâtiment ;
- Que l'activité de restauration peut à nouveau être exploitée par la SARL Tiger's House sur les zones ne présentant pas de risques pour la sécurité des occupants et du public comme définies dans le pré-rapport d'expertise.

ARRETE

Article 1 :

Est prononcée la reprise partielle de l'activité de l'équipement à usage de restaurant situé dans le parc du golf de Miramas et exploité par la SARL Tiger's House.

L'activité de restauration est autorisée uniquement sur les zones suivantes telles que définies par l'expert dans son pré-rapport en zone 1 :

- la salle de restauration au rez-de-chaussée comprenant le comptoir-bar,
- la salle de restauration au premier étage,
- les espaces extérieurs comprenant une pergola et une cuisine d'été sont de nouveau exploitables.

A l'issue des travaux de reprises des zones 2, 3 et 4 identifiées par l'expert comme étant à sécuriser, et après leurs validations délivrées par des organismes de contrôles, une réouverture totale du bâtiment fera l'objet d'un arrêté ultérieur.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juin 2019

Article 2 :

Le présent arrêté sera notifié à la SARL Tiger's House, affiché à l'extérieur de l'établissement et au siège de la Mairie de Miramas. Il sera transmis au représentant de l'Etat dans le département et au Maire de Miramas.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 juin 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/126/CM

Occupation temporaire du domaine public pour la réalisation de travaux dans la Zone d'activités d'Euroflory sur la commune de Berre l'Etang

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- le Code de la Voirie Routière ;
- le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la demande en date du 19 avril 2019 par laquelle la société Deurrieu TP – 911 rue Jean Deurrieu – ZAC du Sagnon – 13690 Graveson ;

PREAMBULE

Est demandée l'autorisation d'occupation du domaine public pour la réalisation de travaux de raccordement au réseau public pluvial Allée Alfred Kastler – Z.A Euroflory – 13130 Berre L'étang, pour le compte de la société Goodman dont le siège est 24 rue de Prony 75017 Paris ;

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de réglementer l'occupation du domaine public, pour assurer la réalisation des travaux.

ARRETE

Article 1 :

Le pétitionnaire est autorisé à exécuter des travaux de raccordement au réseau public pluvial, objet de sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions réglementaires sus visées et aux conditions particulières suivantes :

➤ Travaux effectués :

Réalisation d'une tranchée de 27 m de long sur 7 m de large, avec la pose d'une buse de diamètre 400 mm, Allée Alfred Kastler – Z.A Euroflory – 13130 Berre L'étang, du 15 mai 2019 au 15 juin 2019.

Article 2 :

Cette autorisation n'est délivrée qu'à titre précaire et révocable, et sous réserve des droits des tiers ; elle sera annulée de plein droit si les travaux ne sont pas commencés dans les délais impartis.

Article 3 :

Dans ce cas particulier et à titre exceptionnel jusqu'à l'adoption de la délibération fixant les tarifs de redevances, cet arrêté ne sera soumis à aucune redevance.

Article 4 :

Pendant l'exécution des travaux, un panneau sera apposé sur le chantier indiquant la présente autorisation.

Article 5 :

Les dépôts de matériaux indispensables à l'exécution des travaux doivent être disposés de manière à ne jamais entraver l'écoulement des eaux sur la voie ou ses dépendances. Ils doivent être signalés pendant le jour et éclairés pendant la nuit.

Article 6 :

Le pétitionnaire a la charge de signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle (intérieur, travaux publics) sur la signalisation routière. Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 7 :

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire est tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie ou à ses dépendances, et de rétablir dans leur premier état, les fossés, les talus, les accotements, les chaussées ou trottoirs et tous ouvrages qui auraient pu être endommagés.

Faute par le permissionnaire d'observer les prescriptions ci-dessus, il y est pourvu d'office et à ses frais, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, après mise en demeure restée sans effet.

Article 8 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 9 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 juin 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/127/CM

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 16-8
situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC de Fos-Lavalduc à Fos-sur-Mer du 22 juin 1990 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics du 11 octobre 1991 ;
- La Convention Publique d'Aménagement du 19 juillet 2002 conclue entre le SAN et l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence (EPAD) ;
- L'avenant n° 4 du 22 décembre 2015 approuvant le transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la Société Publique Locale Aménagement Développement Ouest Provence (SPL ADOP) afin que celle-ci poursuive l'opération d'aménagement ;
- L'avenant n° 5 du 13 juillet 2017 modifiant la limite globale des emprunts contractés par l'aménageur ;
- L'avenant n° 6 du 11 avril 2018 modifiant la date de clôture de la Convention Publique d'Aménagement ;

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2019

- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC de Lavalduc a pour vocation principale d'accueillir des activités artisanales, commerciales, ainsi que des bureaux et services ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le dossier de réalisation de la ZAC.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot n° 16-8, situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2019



SPL SENS URBAIN - Domaine de la Méridette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

**ZAC DE LAVALDUC
COMMUNE DE FOS SUR MER**

LOT 16.8

**Cahier des Charges de Cession de Terrain
établi en application de l'article L 311-6
du Code de l'Urbanisme**



SPL SENS URBAIN - Domaine de la Mériquette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

SOMMAIRE

PREAMBULE

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

V - DOCUMENTS GRAPHIQUES



PREAMBULE

La ZAC de FOS-LAVALDUC à FOS SUR MER a été créée par arrêté de Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 22 juin 1990.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 11 octobre 1991 par Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône.

La ZAC de FOS-LAVALDUC a pour vocation d'accueillir des activités commerciales, artisanales, de bureaux et de services.

Suivant la Convention Publique d'Aménagement en date du 19 juillet 2002, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord Ouest de l'Etang de Berre a confié à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence la poursuite de la réalisation de ladite ZAC.

La Convention publique d'aménagement a été transférée à la SPL SENS URBAIN (ex SPL Aménagement Développement Ouest Provence) le 1 janvier 2016.

Le présent cahier des charges est établi en application de l'article L311.6 du code de l'urbanisme, et de l'article 11 de la Convention Publique d'Aménagement, liant la SPL SENS URBAIN, concessionnaire, à Aix Marseille Provence METROPOLE, concédant.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur

La présente cession est consentie par la SPL SENS URBAIN à la **Société REMI CAMILLE** représenté par **Rémi DAVID domicilié 3 impasse des Jardins 13 270 Fos sur Mer** ci-après désigné "l'acquéreur" ou à toute personne morale ou privée qu'il se substituerait avec l'accord de la SPL SENS URBAIN.

2) Désignation des terrains

Le **16.8** cédé est classé en secteur UE au PAZ (retranscrits de le PLU en révision) de la ZAC de Lavalduc et porte sur une partie de la **parcelle n° 3143** au Cadastre de la Commune de FOS SUR MER.

La superficie du lot est d'environ **1135 m²**.



3) *Utilisation des terrains*

Le terrain susvisé est cédé en vue de la réalisation d'un bâtiment à usage de bureau et atelier.

La surface de plancher totale autorisée est de **550 m²**.

4) *Conditions de Cession*

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PAZ ou du PLU en cours de révision, du règlement de la ZAC et aux prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la zone.

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE LA SPL SENS URBAIN ET DE L'ACQUEREUR

1) *Obligations de la SPL SENS URBAIN*

La SPL SENS URBAIN s'engage à mettre à la disposition de l'acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement des terrains cédés.

2) *Délais d'exécution*

L'acquéreur s'engage à :

- 2.1. Déposer la demande de permis de construire en conformité avec le PAZ et le PLU en cours de révision, dans un délai de 2 mois à compter de la signature de la promesse de vente.
- 2.2. Entreprendre les travaux de construction dans un délai de 12 mois à compter de la délivrance du permis de construire.
- 2.3. Avoir terminé les travaux et obtenu leur conformité dans un délai maximum de 16 mois à compter de la date de début des travaux.

3) *Prolongation éventuelle des délais*

Les délais d'exécution prévus ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de ce dernier.

Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.



4) *Sanctions à l'égard de l'acquéreur*

En cas d'inobservation de l'une des obligations du Cahier des Charges, de l'acte de cession, la SPL SENS URBAIN pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit obtenir des dommages et intérêts, soit résoudre la vente, dans les conditions suivantes :

4.1. Dommages et intérêts

Si l'acquéreur ne respecte pas les délais prévus à l'article II.2) Délais d'exécution, la SPL SENS URBAIN le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours en ce qui concerne les délais des paragraphes 2.1. et 2.2., ou dans un délai de trois mois en ce qui concerne celui du paragraphe 2.3.

Si passé ce nouveau délai, l'acquéreur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, la SPL SENS URBAIN pourra prétendre à une indemnité fixée à 1/1000^e du prix de cession hors taxes par jour de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 %, la SPL SENS URBAIN pourra prononcer la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

4.2. Résolution de la vente

La cession pourra être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN, notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais de l'article II.2) Délais d'exécution.

La cession pourra également être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN notifiée par acte d'huissier, en cas de non paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du cahier des charges, de l'acte de cession ou de location.

L'acquéreur aura droit en contrepartie à une indemnité de résolution qui sera calculée comme suit :

- a) Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT. Le cas échéant, en cas de versement initial que d'une partie du prix de cession, l'indemnité sera égale à cette partie du prix, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT.
- b) Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus pourra être augmentée d'une somme égale au montant de la plus value



apportée au terrain par les travaux régulièrement réalisés sans que cette somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre utilisée.

Dans certains cas, une moins value sera appliquée aux travaux exécutés.

Cette plus value ou moins value sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de la SPL SENS URBAIN étant l'Administration des Domaines, celui de l'acquéreur pouvant, si celui-ci ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le Président du Tribunal de Grande Instance, sur la requête de la SPL SENS URBAIN.

Tous les frais seront à la charge de l'acquéreur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du concessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit, seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation dans les conditions fixées à l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

5) Mise à disposition des terrains

La mise à disposition des terrains, qui aura lieu, sauf dérogation, après signature de l'acte authentique de vente, ne pourra faire obstacle à la mission de la SPL SENS URBAIN concernant la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC.

6) Vente - Location - Partage des terrains cédés

Il est interdit à l'acquéreur de mettre en vente ou de louer les terrains qui lui sont cédés avant l'achèvement de la totalité des travaux prévus, sans en avoir, au moins quatre mois à l'avance, avisé la SPL SENS URBAIN qui pourra exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par lui ou, le cas échéant, que le bail soit résilié ou ne soit cédé qu'à un cessionnaire agréé par lui.

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession sera calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution, sans qu'il y ait lieu à une réduction de 10 %. En cas de vente à un acquéreur désigné ou agréé par la SPL SENS URBAIN, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement aménagée, la SPL SENS URBAIN pourra exiger que le prix de cession soit fixé dans les mêmes conditions.



7) Nullité

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par l'acquéreur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le Cahier des Charges, seraient nuls et de nul effet, conformément aux dispositions de l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de la SPL SENS URBAIN ou, à défaut, par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

8) *Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux*

Après achèvement des travaux, l'acquéreur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des terrains aménagés sans en avoir avisé la SPL SENS URBAIN au moins deux mois à l'avance.

A ce titre, il devra soumettre à l'agrément de la SPL SENS URBAIN tout projet de construction et/ou aménagement du terrain cédé qui surviendrait postérieurement au permis de construire initialement obtenu.

la SPL SENS URBAIN pourra jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un acquéreur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds, s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

1) *Dispositions générales*

La demande de permis de construire devra se conformer aux règles énoncées dans le PAZ et le PLU en cours de révision et le RAZ de la ZAC de Lavalduc ainsi qu'au présent cahier des charges de cession de terrains.

Toutes les pièces administratives liées à cette autorisation devront répondre aux prescriptions suivantes.

2) *Aspect architectural*

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et



des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

Dans le cas de toitures non architecturées, les façades des bâtiments devront présenter des acrotères horizontaux sur l'ensemble des façades et jusqu'à l'arase du faîtage.

3) Clôtures

La hauteur totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 m ; elles seront conformes au RAZ et au PLU en cours de révision.

Elles devront être indiquées dans la demande de permis de construire et soumises à l'obtention de la conformité.

4) Enseignes - Panonceaux

Il est interdit de procéder à un affichage ou une publicité sur les terrains, clôtures et constructions, à l'exception :

- de l'affichage réglementaire lié au permis de construire
- de la raison sociale et du sigle de la société.

Les projets d'enseignes devront figurer dans la demande de permis de construire.

5) Desserte

Le terrain est desservi à partir de la voirie publique réalisée par l'aménageur. la SPL SENS URBAIN a/aura à réaliser les réseaux sur lesquels l'acquéreur pourra raccorder, à sa demande et à sa charge, ses installations au droit de la propriété (électrique (BT 36kva), eaux usées, eau potable, génie civil du réseau télécom – hors gaz). Un seul point de desserte et un seul accès sont prévus aux frais de la SPL SENS URBAIN, toutefois, d'autres points de desserte seront éventuellement possibles, en accord avec la SPL SENS URBAIN, mais à la charge de l'acquéreur. De même, si les besoins de réseaux de l'acquéreur sont plus importants (puissance, débit...), ce dernier prendra en totalité la charge de l'acheminement en limite mitoyenne.

Si l'activité le nécessite, l'acquéreur sera dans l'obligation de traiter ses eaux usées avant rejet dans les réseaux publics.

L'acquéreur fera son affaire de la collecte des eaux pluviales : les eaux provenant des ruissellements de toiture pourront être infiltrées directement.

Les eaux de ruissellement sur voirie seront rejetées dans le réseau public au droit du terrain. Le débit rejeté au réseau public ne devra pas excéder 5litres/sec/ha du terrain imperméabilisé. Si ce débit maximal ne peut être respecté, l'acquéreur devra écrêter le



débit d'eaux pluviales avant rejet au réseau au moyen d'un bassin de rétention étanche.

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

1) Gestion

La gestion du domaine public sera assuré par la collectivité.

2) Tenue générale

Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :

- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont proscrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.
- Les acquéreurs assureront l'évacuation de leurs déchets professionnels en un lieu adapté pour les recevoir.

3) Respect de l'environnement, pollution

Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce qu'aucune gêne ne soit occasionnée au voisinage.

En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte des propriétaires de parcelles dans la zone d'activité, ou par les propriétaires eux-mêmes, et dûment constatés par la SPL SENS URBAIN, des poursuites seront immédiatement engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

COMMUNE DE FOS SUR MER

QUARTIER LAVALDUC

SECTION B



PLAN DE VENTE LOT 16-8



ORDRE DES
GEOMETRES-EXPERTS

SARL CASTIGLI
Géomètre-Expert
Bureau d'Etudes Techniques V.R.D.
Urbaniste
www.castigli.fr



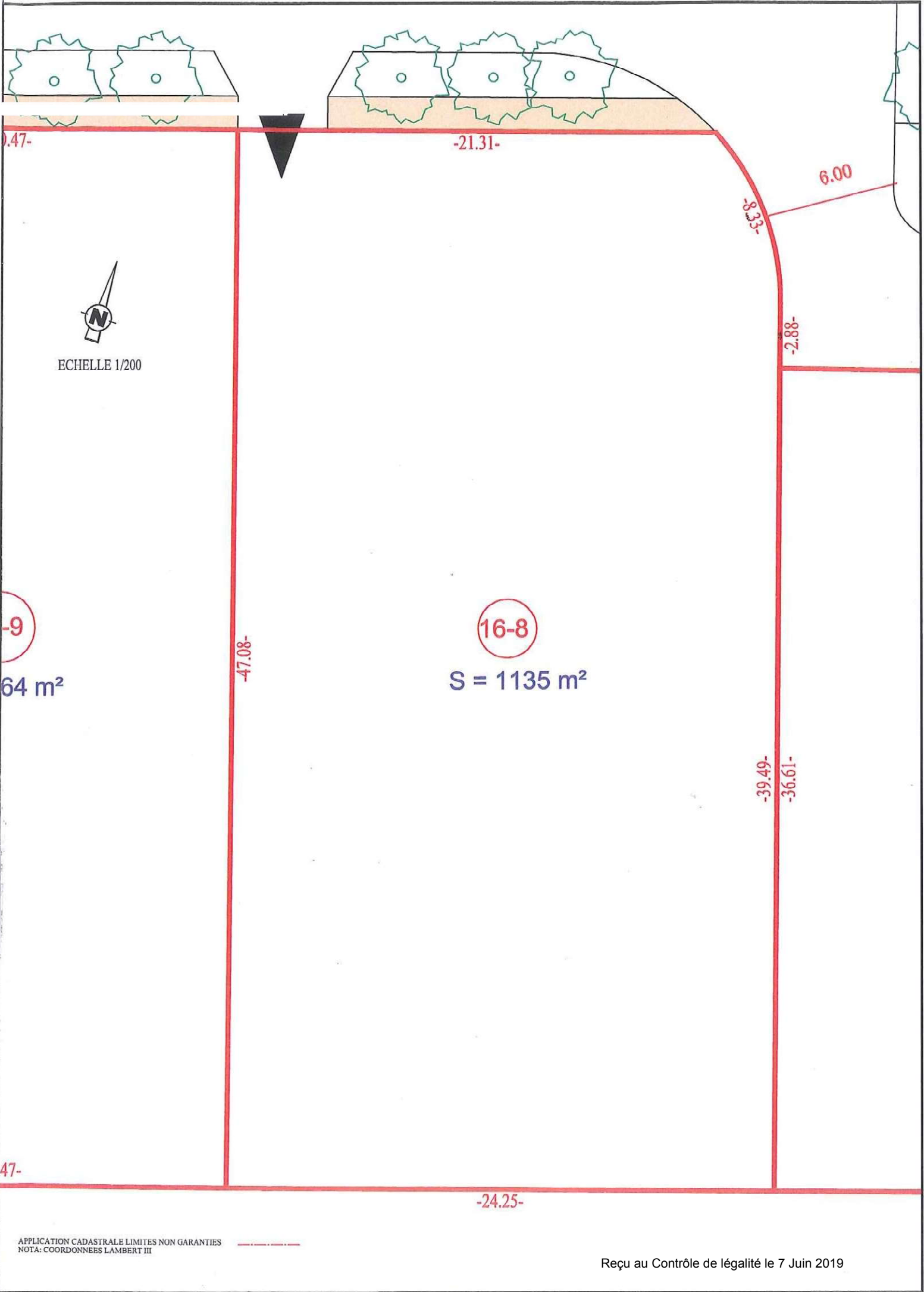
38 Rue Chanzy
13300 SALON DE PROVENCE
Tel : 04 90 56 36 21
Fax : 04 90 56 14 65
Mail : salon@castigli.fr

500 Av du Gal de Gaulle - BP508
13895 FOS SUR MER CEDEX
Tel : 04 42 05 33 15
Fax : 04 42 05 54 33
Mail : fos@castigli.fr

7 Avenue Victor Hugo
13170 LES PENNES MIRABEAU
Tel : 04 42 09 98 45
Fax : 04 42 09 84 79
Mail : lespennes@castigli.fr



		DRESSE LE 02/04/2012
Dressé par M.S		REFERENCE 5046



APPLICATION CADASTRALE LIMITES NON GARANTIES
NOTA: COORDONNEES LAMBERT III

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2019

Arrêté n° 19/128/CM

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 13D
situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 22 juin 1990 portant création de la ZAC de Fos-Lavalduc à Fos-sur-Mer ;
- L'arrêté préfectoral du 11 octobre 1991 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ;
- La Convention Publique d'Aménagement du 19 juillet 2002 conclue entre le SAN et l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence (EPAD) ;
- L'avenant n° 4 du 22 décembre 2015 approuvant le transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la Société Publique Locale Aménagement Développement Ouest Provence (SPL ADOP) afin que celle-ci poursuive l'opération d'aménagement ;
- L'avenant n° 5 du 13 juillet 2017 modifiant la limite globale des emprunts contractés par l'aménageur ;
- L'avenant n° 6 du 11 avril 2018 modifiant la date de clôture de la Convention Publique d'Aménagement ;

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2019

- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC de Lavalduc a pour vocation principale d'accueillir des activités artisanales, commerciales, ainsi que des bureaux et services ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le dossier de réalisation de la ZAC.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 13D, situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2019



SPL SENS URBAIN - Domaine de la Méridette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

**ZAC DE LAVALDUC
COMMUNE DE FOS SUR MER**

LOT 13D

**Cahier des Charges de Cession de Terrain
établi en application de l'article L 311-6
du Code de l'Urbanisme**



SPL SENS URBAIN - Domaine de la Mériquette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

SOMMAIRE

PREAMBULE

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

V - DOCUMENTS GRAPHIQUES



PREAMBULE

La ZAC de FOS-LAVALDUC à FOS SUR MER a été créée par arrêté de Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 22 juin 1990.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 11 octobre 1991 par Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône.

La ZAC de FOS-LAVALDUC a pour vocation d'accueillir des activités commerciales, artisanales, de bureaux et de services.

Suivant la Convention Publique d'Aménagement en date du 19 juillet 2002, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord Ouest de l'Etang de Berre a confié à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence la poursuite de la réalisation de ladite ZAC.

La Convention publique d'aménagement a été transférée à la SPL SENS URBAIN (ex SPL Aménagement Développement Ouest Provence) le 1 janvier 2016.

Le présent cahier des charges est établi en application de l'article L311.6 du code de l'urbanisme, et de l'article 11 de la Convention Publique d'Aménagement, liant la SPL SENS URBAIN, concessionnaire, à Aix Marseille Provence METROPOLE, concédant.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur

La présente cession est consentie par la SPL SENS URBAIN à Monsieur **Thomas BASTIDA, représentant de la société WELDING GROUP**, domiciliée **18 allée des Bruyères 13500 Martigues** ci-après désigné "l'acquéreur" ou à toute personne morale ou privée qu'il se substituerait avec l'accord de la SPL SENS URBAIN.

2) Désignation des terrains

Le **lot 13D** cédé est classé en secteur UE au PAZ (retranscrit de le PLU en révision) de la ZAC de Lavalduc et porte sur la **parcelle n°B2908** au Cadastre de la Commune de FOS SUR MER.

La superficie du lot est d'environ **1910 m²**.



3) Utilisation des terrains

Le terrain susvisé est cédé en vue de la réalisation de deux hangars avec bureaux.

La surface de plancher totale autorisée est de **955 m²**.

Compte tenu de la proximité avec le couloir des transports de matières, fluides et gaz dangereux (pipelines entre la parcelle B2910 et RN 569), la construction ne pourra pas être un ERP.

4) Conditions de Cession

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PAZ ou du PLU en cours de révision, du règlement de la ZAC et aux prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la zone.

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE LA SPL SENS URBAIN ET DE L'ACQUEREUR

1) Obligations de la SPL SENS URBAIN

La SPL SENS URBAIN s'engage à mettre à la disposition de l'acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement des terrains cédés.

2) Délais d'exécution

L'acquéreur s'engage à :

- 2.1. Déposer la demande de permis de construire en conformité avec le PAZ et le PLU en cours de révision, dans un délai de 2 mois à compter de la signature de la promesse de vente.
- 2.2. Entreprendre les travaux de construction dans un délai de 12 mois à compter de la délivrance du permis de construire.
- 2.3. Avoir terminé les travaux et obtenu leur conformité dans un délai maximum de 16 mois à compter de la date de début des travaux.

3) Prolongation éventuelle des délais

Les délais d'exécution prévus ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de ce dernier.



Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.

4) *Sanctions à l'égard de l'acquéreur*

En cas d'inobservation de l'une des obligations du Cahier des Charges, de l'acte de cession, la SPL SENS URBAIN pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit obtenir des dommages et intérêts, soit résoudre la vente, dans les conditions suivantes :

4.1. Dommages et intérêts

Si l'acquéreur ne respecte pas les délais prévus à l'article II.2) Délais d'exécution, la SPL SENS URBAIN le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours en ce qui concerne les délais des paragraphes 2.1. et 2.2., ou dans un délai de trois mois en ce qui concerne celui du paragraphe 2.3.

Si passé ce nouveau délai, l'acquéreur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, la SPL SENS URBAIN pourra prétendre à une indemnité fixée à 1/1000^e du prix de cession hors taxes par jour de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 %, la SPL SENS URBAIN pourra prononcer la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

4.2. Résolution de la vente

La cession pourra être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN, notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais de l'article II.2) Délais d'exécution.

La cession pourra également être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN notifiée par acte d'huissier, en cas de non paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du cahier des charges, de l'acte de cession ou de location.

L'acquéreur aura droit en contrepartie à une indemnité de résolution qui sera calculée comme suit :

- a) Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT. Le cas échéant, en cas de versement initial que d'une partie du prix de cession, l'indemnité sera égale à cette partie du prix, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT.



- b) Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus pourra être augmentée d'une somme égale au montant de la plus value apportée au terrain par les travaux régulièrement réalisés sans que cette somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre utilisée.

Dans certains cas, une moins value sera appliquée aux travaux exécutés.

Cette plus value ou moins value sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de la SPL SENS URBAIN étant l'Administration des Domaines, celui de l'acquéreur pouvant, si celui-ci ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le Président du Tribunal de Grande Instance, sur la requête de la SPL SENS URBAIN.

Tous les frais seront à la charge de l'acquéreur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du concessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit, seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation dans les conditions fixées à l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

5) Mise à disposition des terrains

La mise à disposition des terrains, qui aura lieu, sauf dérogation, après signature de l'acte authentique de vente, ne pourra faire obstacle à la mission de la SPL SENS URBAIN concernant la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC.

6) Vente - Location - Partage des terrains cédés

Il est interdit à l'acquéreur de mettre en vente ou de louer les terrains qui lui sont cédés avant l'achèvement de la totalité des travaux prévus, sans en avoir, au moins quatre mois à l'avance, avisé la SPL SENS URBAIN qui pourra exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par lui ou, le cas échéant, que le bail soit résilié ou ne soit cédé qu'à un cessionnaire agréé par lui.

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession sera calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution, sans qu'il y ait lieu à une réduction de 10 %. En cas de vente à un acquéreur désigné ou agréé par la SPL SENS URBAIN, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement aménagée, la SPL SENS URBAIN pourra exiger que le prix de cession soit fixé dans les mêmes conditions.



7) Nullité

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par l'acquéreur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le Cahier des Charges, seraient nuls et de nul effet, conformément aux dispositions de l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de la SPL SENS URBAIN ou, à défaut, par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

8) Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux

Après achèvement des travaux, l'acquéreur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des terrains aménagés sans en avoir avisé la SPL SENS URBAIN au moins deux mois à l'avance.

A ce titre, il devra soumettre à l'agrément de la SPL SENS URBAIN tout projet de construction et/ou aménagement du terrain cédé qui surviendrait postérieurement au permis de construire initialement obtenu.

la SPL SENS URBAIN pourra jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un acquéreur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds, s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

1) Dispositions générales

La demande de permis de construire devra se conformer aux règles énoncées dans le PAZ et le PLU en cours de révision et le RAZ de la ZAC de Lavalduc ainsi qu'au présent cahier des charges de cession de terrains.

Toutes les pièces administratives liées à cette autorisation devront répondre aux prescriptions suivantes.

2) Aspect architectural

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et



des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

Dans le cas de toitures non architecturées, les façades des bâtiments devront présenter des acrotères horizontaux sur l'ensemble des façades et jusqu'à l'arase du faîtage.

3) Clôtures

La hauteur totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 m ; elles seront conformes au RAZ et au PLU en cours de révision.

Elles devront être indiquées dans la demande de permis de construire et soumises à l'obtention de la conformité.

4) Enseignes - Panonceaux

Il est interdit de procéder à un affichage ou une publicité sur les terrains, clôtures et constructions, à l'exception :

- de l'affichage réglementaire lié au permis de construire
- de la raison sociale et du sigle de la société.

Les projets d'enseignes devront figurer dans la demande de permis de construire.

5) Desserte

Le terrain est desservi à partir de la voirie publique réalisée par l'aménageur. la SPL SENS URBAIN a/aura à réaliser les réseaux sur lesquels l'acquéreur pourra raccorder, à sa demande et à sa charge, ses installations au droit de la propriété (électrique (BT 36kva), eaux usées, eau potable, génie civil du réseau télécom – hors gaz). Un seul point de desserte et un seul accès sont prévus aux frais de la SPL SENS URBAIN, toutefois, d'autres points de desserte seront éventuellement possibles, en accord avec la SPL SENS URBAIN, mais à la charge de l'acquéreur. De même, si les besoins de réseaux de l'acquéreur sont plus importants (puissance, débit...), ce dernier prendra en totalité la charge de l'acheminement en limite mitoyenne.

Si l'activité le nécessite, l'acquéreur sera dans l'obligation de traiter ses eaux usées avant rejet dans les réseaux publics.

L'acquéreur fera son affaire de la collecte des eaux pluviales : les eaux provenant des ruissellements de toiture pourront être infiltrées directement.

Les eaux de ruissellement sur voirie seront rejetées dans le réseau public au droit du terrain. Le débit rejeté au réseau public ne devra pas excéder 5litres/sec/ha du terrain imperméabilisé. Si ce débit maximal ne peut être respecté, l'acquéreur devra écrêter le



débit d'eaux pluviales avant rejet au réseau au moyen d'un bassin de rétention étanche.

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

1) *Gestion*

La gestion du domaine public sera assuré par la collectivité.

2) *Tenue générale*

Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :

- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont proscrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.
- Les acquéreurs assureront l'évacuation de leurs déchets professionnels en un lieu adapté pour les recevoir.

3) *Respect de l'environnement, pollution*

Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce qu'aucune gêne ne soit occasionnée au voisinage.

En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte des propriétaires de parcelles dans la zone d'activité, ou par les propriétaires eux-mêmes, et dûment constatés par la SPL SENS URBAIN, des poursuites seront immédiatement engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.

Arrêté n° 19/129/CM

Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 81 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres. Abroge et remplace le CCCT approuvé par arrêté n° 87/03 du 16 juillet 2003 du Président du SAN Ouest Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'EPAREB ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la ZAC du Ranquet ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications de ce Plan d'Aménagement de Zone ;
- L'arrêté n° 87/03 du 16 juillet 2003 du Président du SAN Ouest Provence approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 81 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2019

- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du SAN en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Que le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 81 approuvé par arrêté n° 87/03 du 16 juillet 2003 du Président du SAN Ouest Provence ne correspond plus au contexte de la ZAC et qu'il doit être en conséquence abrogé ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le Plan Local d'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 81 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres, qui abroge et remplace le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté n° 87/03 du 16 juillet 2003 du Président du SAN Ouest Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2019

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

VENTE MAMP / lot 81

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Etablissement Public d'Aménagement des Rives de l'Etang de Berre (EPAREB).

L'EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître Céaglio en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le présent CCCT est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1 / Désignation du vendeur et de l'Acquéreur

La présente cession est consentie par la Métropole Aix-Marseille-Provence à :

Monsieur Jean-Baptiste AZZOPARDI, demeurant : 3 chemin fleuri, ZAC du Ranquet à Istres (13800).

2 / Désignation du ou des terrains

Les parcelles cédées d'une superficie totale de **460 m²**, figurent au cadastre sous la section **DD n° 59 et n° 124**. Elles sont situées en zone UDrn du PLU de la commune d'Istres et constituent le **lot n° 081** à usage privatif.

3 / Utilisation des terrains

Le terrain susvisé est cédé en vue de l'attribution de droits à bâtir de 100 m² de surface de plancher affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot qu'un seul logement.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

4 / Conditions de cession

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PLU, aux délais d'exécution du programme des équipements publics et aux prescriptions techniques urbanistiques et architecturales énoncées au titre III pendant la durée de la réalisation de la zone.

Le présent CCCT comporte les clauses types approuvées par décret en Conseil d'Etat, en application des articles L.411-2 à L.411-4 du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique.

Il détermine les conditions dans lesquelles les cessions, locations ou concessions d'usage sont résolues en cas d'inexécution des charges.

II – DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DES CONSTRUCTEURS OU UTILISATEURS

1 / Obligations de l'Aménageur

L'aménageur s'engage à réaliser les équipements publics et collectifs prévus dans le dossier de Réalisation de la ZAC.

2 / Délais d'exécution

NEANT

3 / Prolongation éventuelle des délais

NEANT

4 / Sanctions à l'égard du constructeur ou de l'utilisateur

En cas d'inobservation de l'une des obligations du CCCT, de l'acte de cession ou de location et de ses annexes, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit décider de la résolution de la vente, soit de l'application de la clause pénale ci-après stipulée:

4.1 Clause Pénale

Si le constructeur ou l'utilisateur ne respecte pas les obligations du présent CCCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours.

Si passé ce nouveau délai, le constructeur ou l'utilisateur ne s'est pas conformé aux termes de la mise en demeure signifiée, la Métropole Aix-Marseille-Provence sera en droit de prétendre à une indemnité irréductible fixée à 1/1000ème du prix de cession hors taxes par jour calendaire de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 % la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra demander la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

4.2 Résolution de la vente

La résolution pourra être demandée de plein droit par décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence, notifiée par acte d'huissier en cas d'inexécution des obligations prévues au présent CCCT.

La résolution pourra également être demandée de plein droit par décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence notifiée par acte d'huissier, en cas de non-paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du CCCT, de l'acte de cession et de ses annexes.

L'Acquéreur se verra rembourser les sommes versées à la Métropole Aix-Marseille-Provence le jour de la résolution, déduction faite de 10 %, à titre de dommages et intérêts forfaitaires.

Tous les frais seront à la charge du constructeur ou de l'utilisateur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du cessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation.

5 / Vente - Partage des terrains cédés ou loués

Le constructeur ou l'utilisateur est autorisé à céder le terrain à un organisme de crédit-bail, à la condition expresse que celui-ci consente le crédit-bail au profit du constructeur ou de l'utilisateur.

Aucune location des terrains cédés ne pourra être consentie, tant que les obligations du présent CCCT ne sont pas remplies.

En cas de cessions successives, les constructeurs ou utilisateurs successifs seront tenus par les présentes dispositions.

Tout morcellement, quelle qu'en soit la cause, des terrains cédés est interdit, même après réalisation des travaux prévus, sauf autorisation spéciale et expresse accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

6 / Nullité

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par le constructeur ou l'utilisateur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le CCCT, seraient nul et de nul effet.

Cette nullité pourra être évoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de vente par la Métropole Aix-Marseille-Provence ou à défaut par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

7 / Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux dans le cas d'une nullité.

Après achèvement des travaux, le constructeur ou l'utilisateur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des constructions sans en avoir avisé la Métropole Aix-Marseille-Provence au moins deux mois à l'avance.

La Métropole Aix-Marseille Provence pourra jusqu'à l'expiration de ce délai exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un constructeur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

III – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

L'aspect extérieur des constructions devra être amélioré.

Les imitations de matériaux, l'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérées) sont interdits. On fera usage d'enduits colorés de ton clair.

Pour les couvertures sont autorisés :

- L'usage de tuiles (terre cuite ou béton),
- Les toits terrasse.

Les panachages de couleur sont interdits.

Les clôtures seront de forme simple (murets surmontés d'une lisse de bois ou clôture grillagée fixée sur poteaux métalliques doublée d'une haie vive).

IV – GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

Terrains destinés à être incorporés à la voirie ou aux espaces collectifs

Les espaces plantés figurant au PLU sont destinés à être incorporés dans le Domaine Public de la Commune d'Istres.

Annexe : plan de bornage

COMMUNE D'ISTRES

Z.A.C. DU RANQUET

LOT N° 81

PLAN DE BORNAGE

Acquis par Mr. AZZOPARDI Jean-Baptiste
Cadastre Section DD N° 59 et 124
Superficie = 460 m²



REFERENCE DOSSIER
REFERENCE FICHIER

5666
5666

BUREAU :
TERRAIN :

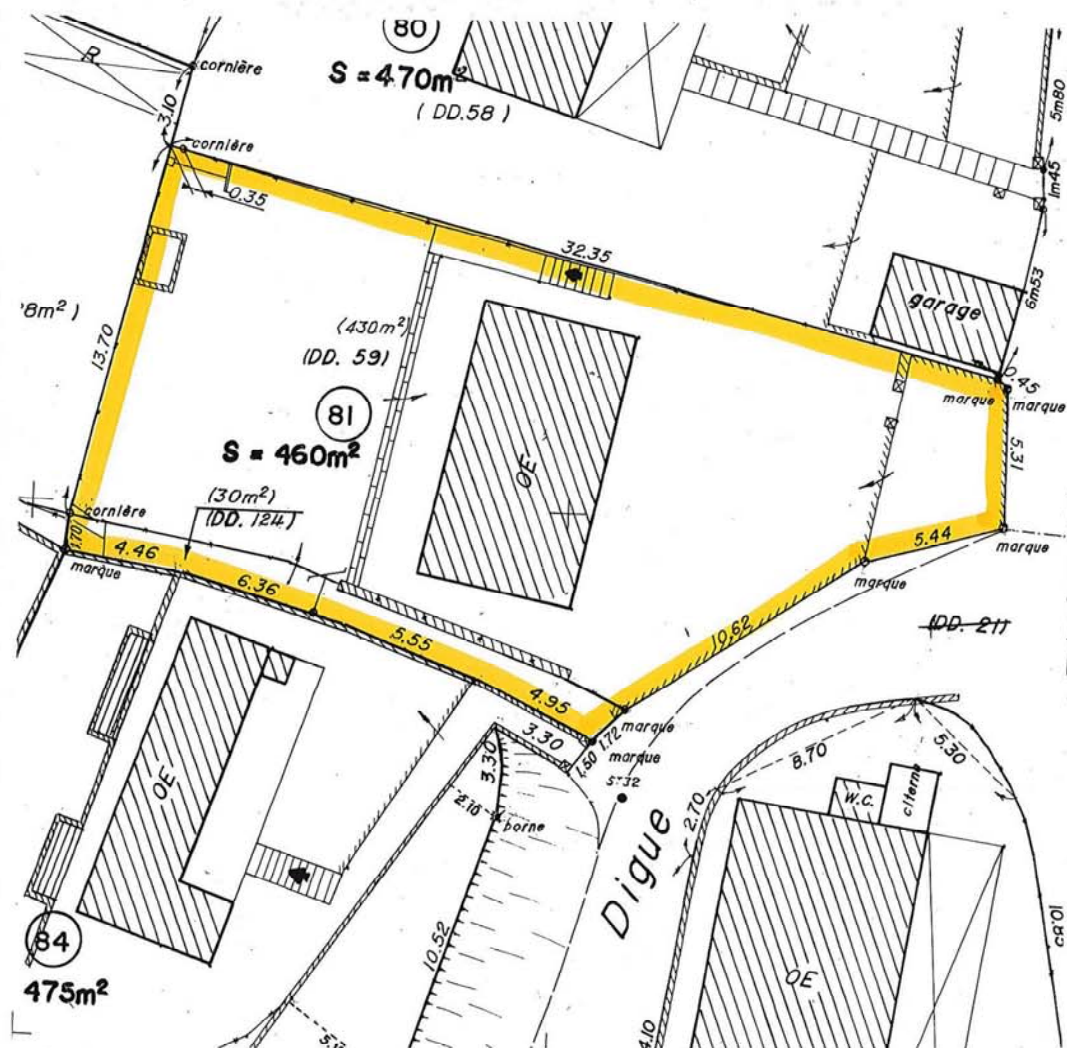
Modifié le	Indice	Objet de la modification

Dressé le 7 OCTOBRE 2003



Dressé par SARL Cabinet MICHELETTI Géomètres-experts D.P.L.G. - 22 Bd de Vauranne - 13800 ISTRES - TEL:04.42.55.00.83
e.mail : jc.micheletti@wanadoo.fr FAX:04.42.56.92.37

PLAN DE MASSE



ECHELLE 1/200

Arrêté n° 19/130/CM

Désignation des membres du jury - Marché de conception réalisation - métro Ligne 1 - Pôle d'échanges de la Fourragère - Extension du Parking Relais de la Fourragère

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code des Marchés Publics ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7^{ème} Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille Provence, le 20 septembre 2018 ;
- L'arrêté n°18/329/CM du 29 novembre 2018 portant délégation de fonctions à Monsieur Pascal Montecot, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le concours de conception réalisation du métro ligne 1 – Pôle d'échanges de la Fourragère – Extension du parking relais de la Fourragère.

CONSIDÉRANT

- La nécessité de désigner les personnalités qualifiées en vue de la constitution de la Commission d'Appel d'Offres composée en jury ;

ARRETE

Article 1 :

Sont désignés pour siéger au sein de la Commission d'Appel d'Offres composée en jury :

- Monsieur Lejeune Xavier, Ingénieur, membre du CINOV,
- Monsieur Bassette Claude, Ingénieur, membre du SYNTEC,
- Monsieur Chevalier Eric, Architecte, membre du Syndicat des Architectes.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 juin 2019

Martine Vassal

Arrêté n° 19/132/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque situé 5 square Stalingrad 13001, à l'association -Vous êtes ici- représentée par Andréa Visini

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

La demande présentée par l'association Vous Etes Ici, représentée par Andréa Visini, domiciliée 8 rue des Abeilles 13001 à Marseille, enregistré au RCS Marseille sous le n° 850 146 275 00019, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public.

ARRETE

Article 1 :

L'association « Vous Etes Ici », représentée par Andréa Visini, est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de douze mètres carrés (12 m²) sur le domaine public, sis 5 square Stalingrad 13001 à Marseille, en vue d'y exercer une activité de diffusion de fanzines.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avertir la Direction Ressources et Domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction Ressources et Domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 11 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 12 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 13 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Juin 2019

Arrêté n° 19/133/CM

**Arrêté d'occupation temporaire pour le kiosque alimentaire situé Rue du Queylar-
angle boulevard Saint Marcel 13011 Marseille, à Henri-Marc Habet**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L’arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d’entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l’élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l’arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L’arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d’hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L’arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire de Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

La demande déposée par Henri-Marc Habet, domicilié 61 bis traverse de la Haute Granière 13011 Marseille, en vue d’exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l’adresse suivante :

Rue du Queylar – angle boulevard Saint Marcel 13011 Marseille
RCS Marseille 850 564 584 00017

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Juin 2019

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Henri-Marc Habot, est autorisé à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de huit mètres carrés sur le domaine public, sis rue du Queylar – angle boulevard Saint Marcel 13011 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toute autre activité est interdite sur cet emplacement.

Article 2

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 5 :

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 6 :

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire, à défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 14 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 15 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 juin 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/134/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à fleurs situé 14 place Bernard Cadenat 13003, à Madame Marine Movsesyan

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'occupation du domaine public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n° 11-0289-CC, délivré le 8 septembre 2011 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Madame Marine Movsesyan.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°11-0289-CC, délivré le 8 septembre 2011 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à Madame Marine Movsesyan, est abrogé.

Article 2 :

Madame Marine Movsesyan, née Aroutyunyan, domiciliée 56 Boulevard Louis Villecroze – Les Marronniers Bat. H3 13014 Marseille, immatriculée au RCS Marseille sous le n° 535 262 687, est autorisée à exploiter un kiosque à fleurs d'une dimension de quatre mètres carrés et trente centimètres carrés (4.30 m2) sur le domaine public, sis 14 place Bernard Cadenat 13003 à Marseille, en vue de procéder à la vente de plantes et de fleurs.

Toute autre activité est interdite sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire, à défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire, soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Juin 2019

Arrêté n° 19/135/CM

Arrêté d'occupation temporaire du Domaine Public pour le kiosque à fleurs situé 4 place Ernest Delibes 13008 à la SARL Delibes Fleurs Déco, représentée par Monsieur Thomas Cavelli

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- Les évolutions réglementaires relatives à l'Occupation du Domaine Public, nécessitant la mise à jour des obligations des exploitants des kiosques installés sur le domaine public ;
- L'arrêté d'occupation temporaire n°11-024-CC, délivré le 8 février 2011 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à la SARL Delibes fleurs Deco, représentée par Monsieur Thomas Cavelli.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°11-024-CC, délivré le 8 février 2011 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à la SARL Delibes fleurs Deco, représentée par Monsieur Thomas Cavelli, est abrogé.

Article 2 :

La SARL Delibes fleurs Deco, représentée par Monsieur Thomas Cavelli domiciliée 4 place Ernest Delibes 13008, immatriculée au RCS Marseille sous le n° 531 849 784, est autorisée à exploiter un kiosque à fleurs d'une dimension de sept mètres carrés (7 m2) sur le domaine public, sis 4 place Ernest Delibes 13008 à Marseille, en vue de procéder à la vente de plantes et de fleurs.

Toute autre activité est interdite sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire, à défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire, soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Juin 2019

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Juin 2019

Arrêté n° 19/139/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement "la Brasserie Beau Rivage", situé 13A quai de Rive Neuve 13007, à la SARL New Rivage, représentée par Boubaker Ouederni

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;

CONSIDÉRANT

La demande de la SARL New Rivage, représentée par Boubaker Ouederni, domiciliée 13 A quai de Rive Neuve 13007 Marseille, en vue d'occuper un emplacement public au :

13 A quai de Rive Neuve 13007 Marseille
RCS Marseille: 850 870 932

ARRETE

Article 1 :

La SARL New Rivage, représentée par Boubaker Ouederni est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Brasserie Beau Rivage, sis 13A quai de Rive Neuve 13007 Marseille et d'y installer :

- Une terrasse délimitée sans scellement de 136 m²

sur laquelle sont installés 3 parasols

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 juin 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/140/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement la Galiotte, situé 11 quai de Rive Neuve 13001 à la la SARL DCW, représentée par Mathieu Décorruée.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

La demande de la SARL DCW, représentée par Mathieu Décorruée, domiciliée 47 cours d'Estienne d'Orves 13001 Marseille, en vue d'occuper un emplacement public au :

11 quai de Rive Neuve 13001 Marseille
RCS Marseille: 523 105 633

ARRETE

Article 1 :

La SARL DCW, représentée par Mathieu Decorruée, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Brasserie Beau Rivage, sis 11 quai de Rive Neuve 13001 Marseille et d'y installer :

- une terrasse délimitée sans scellement de 43 m²

sur laquelle sont installés 6 parasols et un menu

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juin 2019

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juin 2019

Arrêté n° 19/141/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement le 13, situé 13 quai de Rive Neuve 13007, à la SARL EL SA, représentée par Monsieur Henri Elbaz

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire n°16-300-CM, délivré le 24 mai 2016 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SARL EL SA, représentée par Monsieur Henri Elbaz, pour une durée d'un an renouvelable tacitement deux fois, sans excéder une durée totale de trois ans et qui arrive à son terme ;
- Les justificatifs fournis par la SARL EL SA, représentée par Monsieur Henri Elbaz, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du domaine public.

ARRETE

Article 1 :

La SARL EL SA, représentée par Monsieur Henri Elbaz enregistrée au RCS Marseille sous le n°420 486 797, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé le «13», sis 13 quai de Rive Neuve 13007 Marseille et d'y installer :

- 74 m² de terrasse délimitée sans scellement

Sur laquelle sont implantés 8 parasols scellés au sol.

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture. Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juin 2019

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 juin 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/142/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement le «Havana Café», sis 11 quai de Rive Neuve 13001, à la SASU M2G, représentée par Monsieur Marc Bénétrix.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire n°16-299-CM, délivré le 24 mai 2016 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SASU M2G, représentée par Monsieur Marc Bénétrix, pour une durée d'un an renouvelable tacitement deux fois, sans excéder une durée totale de trois ans et qui arrive à son terme ;
- Les justificatifs fournis par la SASU M2G, représentée par Monsieur Marc Bénétrix, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du domaine public.

ARRETE

Article 1 :

La SASU M2G, représentée par Monsieur Marc Bénétrix,, enregistrée au RCS Marseille sous le n°493 228 860, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé le «Havana Café», sis 11 quai de Rive Neuve 13001 Marseille et d'y installer :

- 35 m² de terrasse délimitée sans scellement

Sur laquelle sont implantés 2 parasols scellés au sol.

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juin 2019

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 juin 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/143/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement le «Shamrock», sis 17 quai de Rive Neuve 13007, à la SARL Cassiopée, représentée par Monsieur Stéphane Cohen

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire n°16-296-CM, délivré le 24 mai 2016 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SARL Cassiopée, représentée par Monsieur Stéphane Cohen, pour une durée d'un an renouvelable tacitement deux fois, sans excéder une durée totale de trois ans et qui arrive à son terme.
- Les justificatifs fournis par la SARL Cassiopée, représentée par Monsieur Stéphane Cohen, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du domaine public.

ARRETE

Article 1 :

La SARL Cassiopée, représentée par Monsieur Stéphane Cohen, enregistrée au RCS Marseille sous le n°442 707 907, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé le «Shamrock», sis 16-17 quai de Rive Neuve 13007 Marseille et d'y installer :

- 115 m² de terrasse délimitée sans scellement

Sur laquelle sont implantés 11 parasols scellés au sol.

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juin 2019

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 juin 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/144/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement «Hotel Radisson Blu», sis 38-40 quai de Rive Neuve 13007, à la SAS Royal Scandinavia Hotel Marseille, représentée par Sven Fondell

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire n°16-465-CM, délivré le 19 août 2016 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SAS Royal Scandinavia Hotel Marseille, représentée par Sven Fondell, pour une durée d'un an renouvelable tacitement deux fois, sans excéder une durée totale de trois ans et qui arrive à son terme ;
- Les justificatifs fournis par la SAS Royal Scandinavia Hotel Marseille, représentée par Sven Fondell, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du Domaine Public.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juin 2019

ARRETE

Article 1 :

La SAS Royal Scandinavia Hotel Marseille, représentée par Sven Fondell,, enregistrée au RCS Marseille sous le n°440 985 943, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé le «Hotel Radisson Blu», sis 38-40 quai de Rive Neuve 13007 Marseille et d'y installer :

- 145 m² de terrasse délimitée sans scellement

Sur laquelle sont implantés 10 parasols scellés au sol.

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juin 2019

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 juin 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/145/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement «La Piscine», sis 148 quai du Port 13002, à la SAS Les Petits Baigneurs, représentée par Monsieur Mohamed Boudraa,

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire n°16/336/CM, délivré le 21 juin 2016 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SAS Les Petits Baigneurs, représentée par Monsieur Mohamed Boudraa, pour une durée d'un an renouvelable tacitement deux fois, sans excéder une durée totale de trois ans et qui arrive à son terme.
- Les justificatifs fournis par la SAS Les Petits Baigneurs, représentée par Monsieur Mohamed Boudraa, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du domaine public.

ARRETE

Article 1 :

La SAS Les Petits Baigneurs, représentée par Monsieur Mohamed Boudraa, enregistrée au RCS Marseille sous le n°817 498 165, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé «La Piscine», sis 148 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- 81.60 m² de terrasse sous velum, détachée du commerce

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juin 2019

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juin 2019

Arrêté n° 19/146/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement «Exit», sis 12 quai de Rive Neuve 13001, à la SARL Mistral, représentée par Monsieur Philippe Hoang

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire n°16-298-CM, délivré le 24 mai 2016 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SARL Mistral, représentée par Monsieur Philippe Hoang, pour une durée d'un an renouvelable tacitement deux fois, sans excéder une durée totale de trois ans et qui arrive à son terme.
- Les justificatifs fournis par SARL Mistral, représentée par Monsieur Philippe Hoang, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du domaine public.

ARRETE

Article 1 :

La SARL Mistral, représentée par Monsieur Philippe Hoang enregistrée au RCS Marseille sous le n°509 090 882, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé l' «EXIT», sis 12 quai de Rive Neuve 13001 Marseille et d'y installer :

- 43 m² de terrasse délimitée sans scellement

Sur laquelle sont implantés 6 parasols scellés au sol.

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juin 2019

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juin 2019

Arrêté n° 19/147/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement «Bar de la Mairie», sis 66 quai du Port 13002, à la SAS Orioli, représentée par Monsieur Eric Orioli

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire n°15/061/CC, délivré le 22 janvier 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à la SAS Orioli, représentée par Monsieur Eric Orioli, pour une durée d'un an renouvelable tacitement deux fois, sans excéder une durée totale de trois ans et qui arrive à son terme.
- Les justificatifs fournis par la SAS Orioli, représentée par Monsieur Eric Orioli, en vue du renouvellement de son autorisation d'occupation du domaine public.

ARRETE

Article 1 :

La SAS Orioli, représentée par Monsieur Eric Orioli, enregistrée au RCS Marseille sous le n°802 450 734, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé le «Bar de la Mairie», sis 66 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- 8 m² de terrasse simple
 - 27 m² de terrasse sous velum, détachée du commerce
- Soit une surface totale de 35 m²,

Et sur laquelle est implanté 1 menu.

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juin 2019

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 juin 2019

Martine VASSAL

DÉCISIONS



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/363/D

Mission Elu : Monsieur Didier Khelfa - Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire de l'Agence France Locale - 23 mai 2019 - Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Didier Khelfa, en qualité de 12^{ème} Vice-président délégué au Budget et Finances ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Didier Khelfa est Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué au Budget et Finances

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Juin 2019

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Didier Khelfa se rendra à Paris le 23 mai 2019 pour assister à l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire de l'Agence France Locale.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/364/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soléam de biens et droits immobiliers situés au 10, rue Thubaneau à Marseille 1er arrondissement cadastré 801 D 199, 2/5ième indivis de la pleine propriété des lots n°1, 4, 5, 6 et 7 appartenant aux consorts Redjem.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;

- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre Ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19M0201 reçue en mairie de Marseille le 10 avril 2019 portant aliénation des 2/5^{ième} indivis de la pleine propriété des lots 1, 4, 5, 6, 7 dépendant de la parcelle cadastrée section 801 D 199 sise 10, rue Thubaneau Marseille 1^{er} arrondissement appartenant aux consorts Redjem.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la Soleam ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition des 2/5^{ième} indivis de la pleine propriété des lots n° 1, 4, 5, 6 et 7 dépendant de la parcelle cadastrée section 801 D 199 d'une contenance cadastrale de 110 m², située au 10, rue Thubaneau à Marseille 1^{er} arrondissement appartenant aux consorts Redjem.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision,

Fait à Marseille, le 05 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Juin 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/365/D

Prise à bail de locaux Immeuble les Docks – 10 Place de la Joliette à Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Dans le cadre de l'installation des Directions de la Métropole Aix-Marseille Provence et pour les besoins des services du Conseil de Territoire Marseille-Provence, il est proposé la location de surfaces de bureaux et archives dans les locaux situés 10 place de la Joliette, à Marseille.

Par conséquent, il convient de signer un bail avec la société Joliette Bâtiments SAS représentée par son Président : la société Amundi Immobilier pour une location à compter de la signature du bail dans les conditions suivantes :

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Juin 2019

Désignation :

Au sein de l'immeuble situé 10 place de la Joliette, à Marseille le bailleur donne à bail au preneur les locaux suivants :

- un local situé au 1^{er} étage, atrium 10.8, section 13 de l'immeuble à destination de bureaux, d'une surface utile brute locative de 1 142,7 m², quote-part de parties communes incluse ;
- un local situé au 2^{ème} étage, atrium 10.8, section 13 de l'immeuble, à usage d'archives, d'une surface utile brute locative de 985,1 m², quote-part de parties communes incluse ;
- un local situé au 3^{ème} étage, atrium 10.8, section 13 de l'immeuble, à usage d'archives d'une surface utile brute locative de 503,9 m², quote-part de parties communes incluse.

Durée :

9 ans à compter du 14 octobre 2019.

Le preneur renonce expressément à sa faculté de donner congé à l'expiration de chacune des périodes triennales du bail, qui dès lors est consenti pour une durée ferme et définitive de neuf ans. Le preneur ne pourra signifier son congé que pour la date d'expiration du bail sous réserve de signifier son congé au moins six mois à l'avance.

Prix :

- loyer : le loyer initial global, forfaitaire et annuel hors charges et hors taxes est fixé à la somme de 542 962 euros. Le loyer sera payable trimestriellement et d'avance en quatre termes égaux exigibles le 1^{er} janvier, le 1^{er} avril, le 1^{er} juillet et le 1^{er} octobre de chaque année.

Franchise : le bailleur consent au preneur une franchise de loyer de douze mois à compter de la date de prise d'effet du bail et répartie comme suit : 2 mois pendant les six premières années fermes d'engagement à partir de la date de prise d'effet du bail. La franchise de loyer consentie au preneur n'inclut pas les charges, impôts et taxes afférents aux locaux loués, qui seront exigibles dès la date de prise d'effet du bail.

- charges : le preneur versera au bailleur une provision prévisionnelle payable trimestriellement, fixée à 94 399 euros hors charges, hors impositions. Le montant de cette provision n'inclut pas les impôts et taxes acquittés par ses soins, qui seront remboursés par le preneur sur présentation des avis d'imposition émis par le Trésor Public.

Le montant de la provision pour charge pourra être modifié chaque année en fonction de l'expérience résultant de l'exploitation lors des exercices précédents.

Dépôt de garantie :

Le dépôt de garantie correspond à trois mois de loyer hors taxes, hors charges et hors imposition soit 135 740 euros.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer un bail commercial avec la société Joliette Bâtiments SAS à compter du 14 octobre 2019 pour une durée de 9 ans pour les locaux situés 10 Place de la Joliette, 13002 Marseille.

DECIDE

Article 1 :

Est signé un bail commercial avec la société Joliette Bâtiments SAS, à compter du 14 octobre 2019 pour une durée de 9 ans pour les locaux sus mentionnés.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Eau Sous-Politique F170 – Nature 6132 – 614- Chapitre 011 et au budget Assainissement Sous-Politique F110 – Nature 6132 – Chapitre 011.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Juin 2019

Décision n° 19/368/D

Approbation de la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable relative à la mise à disposition à titre onéreux des équipements du Mas de Combe à Miramas au bénéfice de la régie personnalisée nommée "Régie équestre du Mas de Combe" chargée d'organiser et de développer l'activité équestre.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la propriété des personnes publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la convention autorisant la régie personnalisée dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière pour l'organisation et le développement de l'activité équestre sur la commune de Miramas nommée « Régie équestre du Mas de Combe » à disposer d'installation équestre du site du Mas de Combe appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence est arrivée à échéance le 24 janvier 2019 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, favorable au maintien d'activité équestre tant pour ses aspects sportifs que sociaux sur son territoire Istres-Ouest Provence, a confirmé sa volonté de poursuivre la mise à disposition d'équipement et de locaux lui appartenant au bénéfice de la « Régie équestre du Mas de Combe ».

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire d'installation équestre du site du Mas de Combe sur la commune de Miramas au bénéfice de la régie personnalisée nommée « Régie équestre du Mas de Combe » chargée d'organiser et de développer l'activité équestre sur le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de sa date de notification.

Article 3 :

La présente convention est conclue à titre onéreux moyennant le paiement pour 2019 d'une redevance d'occupation du domaine public, annuelle et révisable, d'un montant de 22 729,16 euros hors taxe sur lequel s'ajoutera le montant de la TVA en vigueur.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget principal de la Métropole, chapitre 75, nature 75888.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 juin 2019

Martine VASSAL

**CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'EQUIPEMENTS
DU DOMAINE PUBLIC DE LA METROPOLE**

ENTRE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58, boulevard Charles Livon – 13007 MARSEILLE, représentée par sa présidente en exercice, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision n°..... du 2019,

ci-après dénommée « Le Propriétaire »,

D'UNE PART,

ET :

La REGIE EQUESTRE DU MAS DE COMBE, représentée par Madame Martine BONET, sa directrice, dûment habilitée à signer par délibération du Conseil d'Administration du 18 février 2015,

ci-après dénommée « l'Occupant »,

D'AUTRE PART,

PREAMBULE

La régie Equestre du Mas de Combe, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, créée par la délibération n° 98/02 du 15 mars 2002 du SAN Ouest Provence, fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, est chargée de l'organisation et du développement de l'activité équestre, aussi bien dans ses aspects sportifs que sociaux.

Dans ce cadre, elle bénéficie des équipements et des locaux désormais propriétés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La convention approuvée par décision n° 29/14 du 9 janvier 2014, par laquelle ladite Régie est autorisée à occuper les équipements objet des présentes étant arrivée à échéance, il convient d'établir une nouvelle convention.

L'article L.2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, créé par l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017, lequel dispose que si l'autorisation d'occupation permet à son titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, l'autorité compétente doit organiser librement une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester, est applicable à la présente convention.

Cependant, à l'aune de l'article L.2122-1-2 du Code général de la propriété des personnes publiques, la signature de la présente convention est exemptée d'une telle procédure dans la mesure où le titre est délivré à une personne publique dont la gestion est soumise à la surveillance directe de la Métropole, compte tenu de la composition du conseil d'administration de la Régie et des dispositions financières qui lui sont applicables.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION ET DESIGNATION DES BIENS

Le Propriétaire concède à la Régie l'occupation temporaire et partielle des équipements dont la désignation est portée en annexe 1.

Le mobilier et le matériel installés dans les équipements sont mis à disposition de l'Occupant, et ceux-ci font l'objet d'un inventaire (annexe 2) à la présente convention.

Cette autorisation d'occupation temporaire permettra à l'Occupant d'exercer toutes activités sportives, administratives, sociales et de gestion, liées à son activité et à encaisser les recettes qui en découlent.

Il est expressément spécifié que ces équipements relèvent du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La réglementation relative aux baux commerciaux ne peut donc pas recevoir application.

Article 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de 5 ans. Elle prendra effet à sa date de notification à l'Occupant.

Toutefois, les équipements faisant partie du domaine public, le Propriétaire se réserve le droit de mettre fin à l'occupation selon les termes de l'article 10.

A l'expiration de cette convention, quelle qu'en soit la cause, l'Occupant ne pourra invoquer aucun droit au maintien dans les lieux, ni réclamer aucune indemnité.

Article 3 : REMISE DES LOCAUX

L'Occupant prendra les locaux dans l'état où ils se trouvent le jour de l'entrée en jouissance.. Il déclare être informé de l'état effectif des lieux et les connaître parfaitement. Il contracte donc en pleine connaissance de cause et ne pourra élever aucune réclamation.

Article 4 : CONDITIONS FINANCIERES

L'Occupant paiera en règlement du droit d'occupation qui lui est consenti, une redevance pour l'année 2019 de 22 729,16 € HT, sur lequel s'ajoutera le montant de la TVA en vigueur.

En cas de prise des lieux en cours d'année, la redevance d'occupation sera calculée prorata temporis.

L'Occupant paie la redevance par mandat administratif auprès de Monsieur le Trésorier Principal à Marseille, sur la base d'un titre de recettes émis par les services financiers du Propriétaire.

L'Occupant s'oblige à payer cette redevance par semestre et d'avance. Le premier terme sera exigible à la date de signature des présentes.

Ces modalités de règlement sont révisables avant chaque échéance contractuelle.

Le montant de la redevance hors taxe sera indexé à chaque échéance annuelle en fonction des variations de l'indice du coût de la construction.

La formule d'indexation est définie de la façon suivante :

- L'indexation intervient à la date anniversaire de la convention,

L'indice utilisé pour chaque indexation (I) est le dernier connu à la date de l'indexation,

L'indice de base retenu (I₀) est celui du **4ème trimestre 2018 soit 1703**.

La formule d'indexation est obtenue par le rapport suivant : I/I_0 qui s'applique à la redevance.

Article 5 : IMPOTS ET TAXES

Le Propriétaire pourra demander le remboursement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, à l'Occupant

Le cas échéant, le montant correspondant au remboursement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est payable au prorata temporis, aux conditions et selon la périodicité fixées pour le paiement de la redevance.

L'Occupant s'engage à régler tous les impôts, les taxes et redevances dont il sera redevable en raison de ses activités.

Article 6 : CONDITIONS GENERALES ET PARTICULIERES

6-1 - Conditions Générales

L'Occupant s'engage à utiliser les locaux conformément à l'usage défini à l'article 1 ci-dessus. Aucune autre utilisation ne pourra être faite sans l'accord écrit et préalable du Propriétaire.

L'Occupant sera garant de l'obtention des autorisations administratives et s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la salubrité, la police, la sécurité et le cas échéant, le code du travail, de sorte que le Propriétaire ne puisse pas être ni recherché, ni inquiété.

De manière générale, l'Occupant fait son affaire personnelle de la conformité permanente des lieux mis à disposition avec son activité et plus particulièrement avec les lois, règlements ou prescriptions administratives en vigueur ou à venir en matière d'hygiène, de salubrité et de sécurité des personnes applicables aux ERP (Etablissements Recevant du Public).

L'Occupant doit également respecter les règles d'utilisation et les consignes de sécurité qui pourraient être posées par le Propriétaire.

L'Occupant devra prendre toutes dispositions pour assurer, en cas d'urgence, l'évacuation des équipements objets des présentes.

6-2- Contrôles

Le Propriétaire commandera les contrôles techniques périodiques obligatoires en ce qui concerne les installations techniques liées à l'équipement.

L'Occupant aura la charge de l'entretien et de la gestion de ces équipements. Il devra informer immédiatement le Propriétaire de toute détérioration ou anomalie.

Le Propriétaire se réserve le droit de contrôler, une fois par an, les équipements de sécurité et leur état de maintenance.

L'Occupant sera tenue de laisser visiter à tout moment les locaux mis à disposition par tout représentant du Propriétaire. Toutefois, il sera veillé à ce que ces visites ne perturbent pas les activités exercées dans les locaux.

Reçu au Contrôle de légalité le 18 juin 2019

6-3- Renouvellement du matériel

L'Occupant prendra à sa charge le renouvellement du matériel affecté à l'exploitation de son activité, devenu hors usage. Il restituera, au terme du contrat le matériel dans un état normal d'usure ou son équivalent.

Article 7 : RESPONSABILITE - ASSURANCES

Les personnes exerçant les activités proposées par l'Occupant ainsi que son personnel et ses dirigeants sont placés sous sa responsabilité exclusive.

Le Propriétaire dégage toute responsabilité pour ce qui concerne les engagements pris par l'Occupant sur les locaux mentionnés à l'article 1.

L'Occupant doit souscrire une police d'assurances couvrant sa responsabilité et les risques de dommages matériels et corporels pouvant résulter des activités organisées.

Le Propriétaire souscrira une police d'assurances dommages en ce qui concerne les biens immobiliers dont il demeure propriétaire, objet de la présente convention (garantie incendie, foudre, explosions, dommages électriques, dégâts des eaux et autres garanties de son choix).

L'Occupant fera assurer les biens, meubles et immeubles, lui appartenant ou objets des présentes, par une compagnie d'assurance solvable et, notamment pour les garanties incendie, foudre, explosions, dommages électriques, dégâts des eaux.

IL garantira également ses responsabilités locatives, sa responsabilité à l'égard des autres occupants de l'immeuble, le cas échéant.

Il est convenu d'une façon expresse entre l'Occupant et le Propriétaire que le dernier ne pourra à aucun titre être rendu responsable des vols dont l'Occupant pourrait être victime dans des lieux mis à disposition.

L'Occupant s'engage à produire les attestations d'assurances correspondantes et à justifier du paiement régulier des primes, dès l'entrée en jouissance et chaque année à la date d'anniversaire de la présente convention.

En cas de sinistre, l'Occupant ne pourra réclamer au Propriétaire aucune indemnité pour privation de jouissance, sauf si le fait générateur du sinistre trouve son origine dans le non respect par le Propriétaire d'une obligation législative ou réglementaire.

Article 8 : TRAVAUX

L'Occupant ne pourra apporter aucune modification, démolition, construction dans les locaux occupés sans avoir obtenu préalablement l'autorisation écrite du Propriétaire. En cas d'autorisation obtenue, les travaux seront effectués sous le contrôle du Propriétaire. Ils devront être soumis à la commission de sécurité et d'accessibilité compétente.

Pendant toute la durée de l'occupation, l'Occupant sera tenu de veiller au bon état d'entretien des lieux et assurer les réparations locatives telles que définies par les Articles 1754 du Code civil et le décrets n° 87-712 du 26 août 1987.

Le Propriétaire, sera tenu aux grosses réparations, relatives au clos et au couvert.

L'Occupant devra souffrir sans aucune indemnité, sur une période de trente jours ouvrés, tous les travaux et réparations que le Propriétaire jugerait nécessaire d'effectuer dans l'intérêt du bien occupé. Au-delà de trente jours ouvrés, l'Occupant sera indemnisé par le Propriétaire. Sauf urgence, ces travaux interviendront en concertation sous réserve d'un préavis suffisant.

Les aménagements à caractère immobilier réalisés par l'Occupant, les matériels et mobiliers acquis par lui, présentant le caractère d'immeubles par destination, deviendront la propriété du Propriétaire sans indemnité.

Article 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Chacune des parties pourra résilier la présente convention à tout moment par lettre recommandée avec avis de réception six mois avant la fin souhaitée de la mise à disposition. La résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation. Elle pourra porter sur tout ou partie des locaux mis à disposition.

Dès lors que les équipements relèvent du domaine public, le Propriétaire se réserve le droit de reprendre l'immeuble pour tout motif d'intérêt général, et ce à tout moment.

En outre, le Propriétaire se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention en cas de non-respect par l'Occupant des obligations découlant des présentes. Cette résiliation interviendra trente jours après la réception de la mise en demeure adressée par le Propriétaire à l'Occupant, restée sans effet dans ce délai.

Si la convention vient à être résiliée en application des dispositions de l'article 10, l'Occupant devra libérer les lieux à échéance du préavis de la résiliation et les remettre en bon état d'entretien.

L'Occupant ne pourra prétendre à aucun maintien dans les lieux, ni à une quelconque indemnisation de la part du Propriétaire.

L'Occupant sera, le cas échéant, tenu de faire réaliser, à ses frais et sous le contrôle du Propriétaire, les travaux nécessaires à leur remise en état.

Article 10 : INCESSIBILITE DES DROITS

La présente convention étant conclue intuitu personae, l'Occupant ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit. L'Occupant ne pourra, sans l'autorisation du Propriétaire, sous louer à titre gratuit ou onéreux tout ou partie des locaux mis à sa disposition.

Article 11 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra être jamais, qu'elle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

Article 12 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant, les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le ----- en deux exemplaires

Pour la Régie

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence

Martine BONET

Directrice de la Régie

Madame Martine VASSAL

LISTE DES ANNEXES :

Annexe 1 : Inventaire des équipements mis à disposition

Annexe 2 : Inventaire du mobilier et matériel

Annexe 3 : Décision n° du autorisant la présente convention

Annexe 4 : Plan

Annexe 5 : Dossier IAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 juin 2019

Décision n° 19/369/D

Approbation de la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable relative à la mise à disposition à titre onéreux d'équipements et de locaux au bénéfice de la régie culturelle Scènes et Cinés chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la propriété des personnes publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la convention autorisant l'établissement à caractère industriel et commercial dénommé régie culturelle Scènes et Cinés à disposer d'équipements et de locaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence est arrivée à échéance le 28 février 2019 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence favorable au maintien d'animations culturelles sur son territoire Istres-Ouest Provence, a confirmé sa volonté de poursuivre la mise à disposition d'équipement et de locaux lui appartenant au bénéfice de la régie culturelle Scènes et Cinés.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire d'équipements et de locaux au bénéfice de la régie culturelle Scènes et Cinés chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma sur le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de sa date de signature.

Article 3 :

La présente convention est conclue à titre onéreux moyennant le paiement pour 2019 d'une redevance d'occupation du domaine public, annuelle et révisable, d'un montant de 164 449,06 euros hors taxe ainsi que le paiement de participation aux charges de fonctionnement calculée sur la base forfaitaire de 29,48 euros par mètre carré occupé et par an, au prorata du temps d'utilisation des équipements mis à disposition.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget principal de la Métropole, chapitre 75, nature 75888.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 juin 2019

Martine VASSAL

CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'EQUIPEMENTS DU DOMAINE PUBLIC DE LA METROPOLE

ENTRE

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58, boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE, représentée par sa présidente en exercice, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision n°... du ... 2019,

ci-après dénommé « Le Propriétaire »,
D'UNE PART,
ET :

La REGIE CULTURELLE SCENES ET CINES, sise 5 et 9 place des Carmes -13800 ISTRES, représentée par Monsieur Jean-Paul ORI, Directeur de la Régie Culturelle Ouest Provence, dûment habilité à signer par délibération du Conseil d'Administration,
ci-après dénommée "L'Occupant",

D'AUTRE PART,

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de biens dénommés :
Centre Culturel Marcel Pagnol, Avenue René Cassin, 13270 Fos-sur-Mer
Cinéma l'Odyssée, Avenue René Cassin, 13270 Fos-sur-Mer
Théâtre de l'Olivier, Place Jules Guesde, 13800 Istres
Café-Musique l'Usine, RN 569 - Route de Fos, 13800 Istres
Cinéma le Coluche, Allée Jean Jaurès, 13800 Istres
Théâtre de la Colonne, Avenue Marcel Paul 13140 Miramas
Cinéma le Comoedia, Rue Paul Vaillant Couturier, 13140 Miramas
Salle Gérard Philipe, Avenue Gabriel Peri 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône
Amphithéâtre Robert Hossein, Boulevard Victor Jauffret, 13450 Grans
Services Administratifs :
Immeuble 9, place de Carmes, 13800 Istres
Immeuble 5, Place des Carmes, 13800 Istres

La Régie Scènes et Cinés, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, créée par la délibération n° 416/05 du 1er juillet 2005 du SAN Ouest Provence, fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, est chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma.

Dans ce cadre, elle bénéficie des équipements et des locaux désormais propriétés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La convention, approuvée par décision n°168/14 du 19 février 2014, par laquelle ladite Régie est autorisée à occuper les équipements objet des présentes étant arrivée à échéance, il convient d'établir une nouvelle convention.

L'article L.2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, créé par l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017, lequel dispose que si l'autorisation d'occupation permet à son titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, l'autorité compétente doit organiser librement une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester, est applicable à la présente convention.

Cependant, à l'aune de l'article L.2122-1-2 du Code général de la propriété des personnes publiques, la signature de la présente convention est exemptée d'une telle procédure dans la mesure où le titre est délivré à une personne publique dont la gestion est soumise à la surveillance directe de la Métropole, compte tenu de la composition du conseil d'administration de la Régie et des dispositions financières qui lui sont applicables.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le Propriétaire concède à l'Occupant l'occupation temporaire et partielle des équipements mentionnés à l'article 2.

Le mobilier et le matériel installés dans les équipements sont mis à la disposition de l'Occupant.

Cette autorisation d'occupation temporaire permettra à l'Occupant d'exercer toutes activités, administratives, culturelles et de gestion, liées à son objet et à encaisser les recettes qui en découlent.

Il est expressément spécifié que ces équipements, objet des présentes, relèvent du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La réglementation relative aux baux commerciaux ne peut donc pas recevoir application.

Article 2 : DESIGNATION DES BIENS

Les lieux et leur destination sont :

- **Sur le Territoire de Fos sur Mer :**
 - Centre Culturel Marcel Pagnol, inventaire n° 77, ex 96SF71C0021318N00381.
 - Cinéma l'Odyssée, inventaire n°564, ex 99SF71C0021318N00473
- **Sur le Territoire d'Istres :**
 - Services Administratifs :
 - Immeuble 9, place de Carmes, inventaire n°349, ex 96SI71C00021318N00381
 - Immeuble 5, place des Carmes, inventaire n°1290, ex 02SI71C00021318N00538
 - Théâtre de l'Olivier, inventaire n° 328, ex 96SI71C0021318N00358
 - Hangar de stockage matériel scénique (CN 33) inventaire n° 679, ex 00SI71C0021318N00521
 - Hangar de stockage matériel scénique (CN 34p), inventaire n° 429, ex 96SI71C00021318N00464
 - Café-Musique l'Usine, inventaire n°360, ex 97SI71C0021318N00392
 - Cinéma le Coluche, inventaire n° 322, ex 96SI71C0021318N00352
- **Sur le Territoire de Miramas :**
 - Théâtre de la Colonne, inventaire n°521, ex 96SM71C0031318N00151
 - Cinéma le Comoedia, inventaire n°518, ex 96SM71C0021318N00148
- **Sur le Territoire de Port Saint Louis du Rhône :**
 - Salle Gérard Philipe, inventaire n°1369, ex 02SP71C0021318N00583
- **Sur le Territoire de Grans :**
 - Amphithéâtre Robert Hossein, inventaire n°5584, ex 04SG71C0021318N00603

Article 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans et prendra effet à compter de sa notification aux parties.

Toutefois, les équipements faisant partie du domaine public, le Propriétaire se réserve le droit de mettre fin à l'occupation selon les termes de l'article 11.

A l'expiration de cette convention, quelle qu'en soit la cause, l'Occupant ne pourra invoquer aucun droit au maintien dans les lieux, ni réclamer aucune indemnité.

Article 4 : REMISE DES LIEUX, ETAT DES LIEUX

L'Occupant prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent le jour de l'entrée en jouissance. Il déclare être informé de l'état effectif des lieux et les connaître parfaitement. Il contracte donc en pleine connaissance de cause et ne pourra élever aucune réclamation.

Article 5 : CONDITIONS FINANCIERES

Article 5-1 : Redevance d'occupation

L'Occupant paiera en règlement du droit d'occupation qui lui est consenti, une redevance pour l'année 2019 de 164 449.06 € HT, sur lequel s'ajoutera le montant de la TVA en vigueur.

En cas de prise des lieux en cours d'année, la redevance d'occupation sera calculée prorata temporis.

L'occupant paie la redevance par mandat administratif auprès de Monsieur le Trésorier Principal à Marseille, sur la base d'un titre de recettes émis par les services financiers du Propriétaire.

L'occupant s'oblige à payer cette redevance par semestre et d'avance. Le premier terme sera exigible à la date de signature des présentes.

Ces modalités de règlement sont révisables avant chaque échéance contractuelle.

Le montant de la redevance hors taxes sera indexé à chaque échéance annuelle en fonction des variations de l'indice du coût de la construction.

La formule d'indexation est définie de la façon suivante :

- ☐ L'indexation intervient à la date anniversaire de la convention,
 - ☐ L'indice utilisé pour chaque indexation (I) est le dernier connu à la date de l'indexation,
 - L'indice de base retenu (I₀) est celui du 4^{ème} trimestre 2018 soit 1703.
- La formule d'indexation est obtenue par le rapport suivant : I / I_0 qui s'applique à la redevance.

Article 5-2 : Participation aux charges de fonctionnement

L'occupation des équipements étant liée à l'activité de l'occupant, il est convenu que le Propriétaire conserve à sa charge l'ensemble des contrats de maintenance et d'entretien des locaux souscrit en son nom, les abonnements aux fluides et procède directement au paiement de l'ensemble des abonnements et consommations téléphoniques, sans que la liste soit exhaustive et limitative.

En conséquence, l'Occupant versera au Propriétaire une participation aux charges de fonctionnement calculée sur la base forfaitaire de 29,48 €/M² occupés et par an, au prorata du temps d'utilisation des équipements.

Les charges de fonctionnement seront payables par semestre et d'avance auprès de Monsieur le Trésorier Principal à Marseille, sur la base d'un titre de recettes émis par les services financiers du Propriétaire. Le premier terme sera exigible à la date de signature des présentes.

Article 6 : IMPOTS ET TAXES

Le Propriétaire réglera la taxe foncière affectée à l'immeuble, existant ou qui serait créé, et pourra demander le remboursement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, à l'Occupant.

Le cas échéant, le montant correspondant au remboursement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est payable au prorata temporis, aux conditions et selon la périodicité fixées pour le paiement de la redevance.

L'Occupant s'engage à régler tous les impôts, les taxes et redevances, calculés au prorata temporis, dont il sera redevable en raison de ses activités.

Article 7 : CONDITIONS GENERALES ET PARTICULIERES

Article 7-1 - Conditions Générales

L'Occupant s'engage à utiliser les locaux conformément à l'usage défini à l'article 1 ci-dessus. Aucune autre utilisation ne pourra être faite sans l'accord écrit et préalable du Propriétaire.

L'Occupant sera garant de l'obtention des autorisations administratives et s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la salubrité, la police, la sécurité et le cas échéant, le code du travail, de sorte que le Propriétaire ne puisse être ni recherché, ni inquiété.

De manière générale, l'Occupant fait son affaire personnelle de la conformité permanente des lieux mis à disposition avec son activité et plus particulièrement avec les lois, règlements ou prescriptions administratives en vigueur ou à venir en matière d'hygiène, de salubrité et de sécurité des personnes applicables au ERP.

L'Occupant doit également respecter les règles d'utilisation et les consignes de sécurité qui pourraient être posées par le Propriétaire.

L'Occupant devra prendre toutes dispositions pour assurer, en cas d'urgence, l'évacuation des équipements objets des présentes.

Article 7-2- Contrôles

Le Propriétaire commandera les contrôles techniques périodiques obligatoires en ce qui concerne les installations techniques liées à l'équipement.

L'Occupant aura la charge de l'entretien et de la gestion de ces équipements. Il devra informer immédiatement le Propriétaire de toute détérioration ou anomalie.

Le Propriétaire se réserve le droit de contrôler, une fois par an, les équipements de sécurité et leur état de maintenance.

L'Occupant sera tenu de laisser visiter à tout moment les locaux mis à disposition par tout représentant du Propriétaire. Toutefois, il sera veillé à ce que ces visites ne perturbent pas les activités exercées dans les locaux.

Article 7-3- Renouvellement du matériel

L'Occupant prendra à sa charge le renouvellement du matériel affecté à l'exploitation de son activité, devenu hors d'usage. Il restituera, au terme du contrat le matériel dans un état normal d'usure ou son équivalent.

Article 8 : RESPONSABILITE – ASSURANCES

Les personnes exerçant les activités proposées par l'Occupant ainsi que son personnel et ses dirigeants sont placés sous sa responsabilité exclusive.

Le Propriétaire dégage toute responsabilité pour ce qui concerne les engagements pris par l'Occupant sur les locaux mentionnés à l'article 2.

L'Occupant doit souscrire une police d'assurances couvrant sa responsabilité et les risques de dommages matériels et corporels pouvant résulter des activités organisées.

Le Propriétaire souscrira une police d'assurances dommages en ce qui concerne les biens immobiliers dont il demeure propriétaire, objet de la présente convention (garantie incendie, foudre, explosions, dommages électriques, dégâts des eaux et autres garanties de son choix).

L'Occupant fera assurer les biens, meubles et immeubles, lui appartenant ou objets des présentes, par une compagnie d'assurance solvable et, notamment pour les garanties incendie, foudre, explosions, dommages électriques, dégâts des eaux.

Il garantira également ses responsabilités locatives, sa responsabilité à l'égard des autres occupants de l'immeuble, le cas échéant.

Il est convenu d'une façon expresse entre l'Occupant et le Propriétaire que ce dernier ne pourra à aucun titre être rendu responsable des vols dont l'Occupant pourrait être victime dans des lieux mis à disposition.

L'Occupant s'engage à produire les attestations d'assurances correspondantes et à justifier du paiement régulier des primes, dès l'entrée en jouissance et chaque année à la date d'anniversaire de la présente convention.

En cas de sinistre, l'Occupant ne pourra réclamer au Propriétaire aucune indemnité pour privation de jouissance, sauf si le fait générateur du sinistre trouve son origine dans le non-respect par le Propriétaire d'une obligation législative ou réglementaire.

Article 9 : TRAVAUX

L'Occupant ne pourra apporter aucune modification, démolition, construction dans les locaux occupés sans avoir obtenu préalablement l'autorisation écrite du Propriétaire. En cas d'autorisation obtenue, les travaux seront effectués sous le contrôle du Propriétaire. Ils devront être soumis à la commission de sécurité et d'accessibilité compétente.

Pendant toute la durée de l'occupation, l'Occupant sera tenu de veiller au bon état d'entretien des lieux et assurer les réparations locatives telles que définies par les Articles 1754 du Code civil et le décret n° 87-712 du 26 août 1987.

Le Propriétaire sera tenu aux grosses réparations relatives au clos et au couvert.

L'Occupant devra souffrir sans aucune indemnité, sur une période de trente jours ouvrés, tous les travaux et réparations que le Propriétaire jugerait nécessaire d'effectuer dans l'intérêt du bien occupé. Au-delà de trente jours ouvrés, l'Occupant sera indemnisé par le propriétaire.

Sauf urgence, ces travaux interviendront en concertation sous réserve d'un préavis suffisant.

Les aménagements à caractère immobilier réalisés par l'Occupant, les matériels et mobiliers acquis par lui, présentant le caractère d'immeubles par destination, deviendront la propriété du Propriétaire sans indemnité.

Article 10 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Chacune des parties pourra résilier la présente convention à tout moment par lettre recommandée avec avis de réception six mois avant la fin souhaitée de la mise à disposition. La résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation. Elle pourra porter sur tout ou partie des locaux mis à disposition.

Dès lors que les équipements relèvent du domaine public, le Propriétaire se réserve le droit de reprendre l'immeuble pour tout motif d'intérêt général, et ce à tout moment.

En outre, le Propriétaire se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention en cas de non-respect par l'Occupant des obligations découlant des présentes. Cette résiliation interviendra trente jours après la réception de la mise en demeure adressée par le Propriétaire à l'Occupant restée sans effet dans ce délai.

Si la convention vient à être résiliée en application des dispositions de l'article 11, l'Occupant devra libérer les lieux à échéance du préavis de la résiliation et les remettre en bon état d'entretien.

L'Occupant ne pourra prétendre à aucun maintien dans les lieux, ni à une quelconque indemnisation de la part du Propriétaire.

L'Occupant sera, le cas échéant, tenu de faire réaliser, à ses frais et sous le contrôle du Propriétaire, les travaux nécessaires à leur remise en état.

Article 11 : INTUITU PERSONAE - INCESSIBILITE DES DROITS

La présente convention étant conclue intuitu personae, l'Occupant ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit. L'Occupant ne pourra, sans l'autorisation du Propriétaire, sous louer à titre gratuit ou onéreux tout ou partie des locaux mis à sa disposition.

Article 12 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, qu'elle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

Article 13 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille le

en deux exemplaires

Pour la Régie

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence

Jean-Paul ORI
Directeur de la Régie

Madame Martine VASSAL

LISTE DES ANNEXES :

- Annexe 1 : Inventaire des équipements mis à disposition
- Annexe 2 : Décision n°
- Annexe 3 : Plan
- Annexe 4 : Dossier IAL

Décision n° 19/370/D

Délégation du droit de priorité à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section AO n° 79, 80 et 81, situé chemin de Saint-Suspi à Miramas, appartenant à l'Etat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 240-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 006-1676/17/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 portant approbation d'une convention d'intervention foncière en phase d'anticipation-impulsion avec la commune de Miramas et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) sur le site du Pôle Gare et secteurs connexes d'aménagement ;
- La délibération n° URB 018-4773/18/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 portant approbation d'un avenant à la convention d'intervention foncière avec la commune de Miramas et l'EPF PACA sur le site du Pôle Gare et secteurs connexes d'aménagement ;

- La notification du droit de priorité reçue en mairie de Miramas le 17 avril 2019 enregistrée sous le n° 4551 portant aliénation d'un tènement foncier sur lequel est érigée une maison de plain-pied, avec chemin d'accès, appendice en ruine et terrain d'agrément, figurant au cadastre rénové de la commune de Miramas à la section AO sous les numéros 79 (835 m²), 80 (1078 m²) et 81 (634 m²), sis chemin de Saint-Suspi à Miramas, appartenant à l'Etat au prix de 120 000 euros hors droits ou taxes ;
- Le courrier de la Ville de Miramas du 21 mai 2019 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de déléguer son droit de priorité à l'EPF PACA.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales portant transfert de la compétence "Aménagement de l'espace métropolitain", le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue titulaire du droit de préemption urbain prévu par le Code de l'Urbanisme qui s'exerçait sur le territoire des 92 communes composant la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'en application de l'article L 240-1 du Code de l'Urbanisme, le droit de priorité peut être exercé par les communes, par les établissements publics de coopération intercommunale titulaires du droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L. 240-1 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de priorité dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Que la convention d'intervention foncière en date du 24 juillet 2017 et son avenant 8 février 2019 a pour but de missionner l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) sur le territoire de la commune de Miramas pour l'acquisition de biens notamment situés sur le site Sud Lac ;
- Que la ville de Miramas a demandé par courrier en date du 21 mai 2019 à la Métropole Aix-Marseille-Provence de déléguer son droit de priorité à l'EPF PACA ;
- Que le bien immobilier concerné par le droit de priorité est un tènement foncier sur lequel est érigée une maison de plain-pied, avec chemin d'accès, appendice en ruine et terrain d'agrément, figurant au cadastre rénové de la commune de Miramas à la section AO sous les numéros 79 (835 m²), 80 (1078 m²) et 81 (634 m²), sis chemin de Saint-Suspi à Miramas ;
- Que l'acquisition dudit bien immobilier par l'EPF PACA devrait permettre l'exécution d'une mission d'impulsion foncière afin de réaliser un projet mixte comprenant des logements et des équipements ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise l'article L. 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de priorité à l'EPF PACA, sur les parcelles cadastrées section AO n° 79, 80 et 81 sises à Miramas, chemin de Saint-Suspi à Miramas.

DECIDE

Article 1 :

Est délégué le droit de priorité à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA), pour l'acquisition d'un tènement foncier sur lequel est érigée une maison de plain-pied, avec chemin d'accès, appendice en ruine et terrain d'agrément, figurant au cadastre rénové de la commune de Miramas à la section AO sous les numéros 79 (835 m²), 80 (1078 m²) et 81 (634 m²), sis chemin de Saint-Suspi à Miramas, appartenant à l'Etat, au prix de 120 000 euros hors droits ou taxes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/371/D

Cession d'amodiation N°14/1488 du 25 juillet 2014 (emplacement n°91)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de délégation de service public (affermage) n°14026 notifié le 24 mars 2014 concernant la gestion des parkings de Cassis, Mimosas, Viguerie et enclos Daudet, Madie, Bestouan ;
- La convention d'amodiation n°14/1488 du 25 juillet 2014

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence gère dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'un affermage confié à la société Effia Stationnement Cassis, le parking « Mimosas » sis avenue Augustin Isnard à Cassis 13260. Ce contrat de délégation de service public prévoit la location longue durée de places de stationnement, sous la forme d'amodiations, au sein de ce parc.

Les principales caractéristiques de l'amodiation sont les suivantes :

- Le contrat d'amodiation est consenti à un tiers pour une durée de 30 ans à compter de sa notification par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le prix par emplacement s'élève à 15 000 euros HT soit 18 000 euros TTC ;
- Des charges d'entretien sont dues annuellement par le co-contractant, au délégataire désigné par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la société dénommée Société Civile Immobilière de la Terrasse, ayant son siège à Cassis, représentée par Monsieur Bruno Bernardi son gérant en exercice, a acquis du 25 juillet 2014 une place de stationnement sous forme d'amodiation au parking Mimosas numéro 91 situé au niveau -1, pour une durée de 30 ans. Ceci a fait l'objet d'une convention d'amodiation n° 14/1488
- Ce dernier a informé La Métropole Aix-Marseille-Provence qu'il souhaiterait céder cette place amodiée à Monsieur Jean-Jacques Vitoux, Manager et Madame Janine Suzanne Gayat, retraitée, son épouse demeurant ensemble à Marseille, 397 Corniche Kennedy, les Alpilles I Bât 4 – 7^{ème} arrondissement ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence accède à la demande de cession de La société Civile Immobilière de la Terrasse, représentée par Monsieur Bruno Bernardi, son représentant ;
- Que la signature de l'avenant de cession par les parties et que cette cession doit faire l'objet d'un avenant entre les parties ;
- Que cet avenant doit être approuvé par décision ;
- Qu'à compter de la notification de la présente décision, ladite place amodiée sera cédée à Monsieur Jean-Jacques Vitoux et Mme Janine Suzanne Gayat son épouse pour la durée restant à courir ;
- Que dans ce cadre, le nouvel amodiatore supportera les charges annuelles décrites dans le contrat d'amodiation n°14/1488 à compter du 31 décembre 2018 ;
- Que le nouvel amodiatore se conformera à l'ensemble des obligations contractuelles.

DECIDE

Article 1 :

La convention d'amodiation n°14/1488 concernant la place n°91 au niveau -1 au parking Mimosas sis avenue Augustin Isnard à Cassis 13260 est cédée dans ses droits et obligations à Monsieur Jean-Jacques Vitoux et Madame Janine Suzanne Gayat son épouse à compter de la notification de la présente décision, par la société dénommée Société Civile Immobilière de la Terrasse ayant son siège à Cassis, représentée par Monsieur Bruno Bernardi son gérant en exercice

Article 2 :

A compter du 31 décembre 2018, le nouvel amodiatore supporte les charges annuelles décrites dans le contrat d'amodiation n°14/1488.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juin 2019

Décision n° 19/372/D

Occupation temporaire des parking des plages - pour le défilé du 14 juillet 2019

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille approuvé par délibération n° DTM 001-1317/15/CC du 25/09/2015 ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des immeubles relevant de son domaine public suivants :
 - emplacements du parking Palm Beach P1 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille
 - emplacements du parking Palm Beach P1 Bis Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille,
 - emplacements du parking David P2 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille,
 - emplacements du parking Véliplanchistes P4 Plages – Avenue Pierre Mendès France, 13008 Marseille,

- emplacements du parking Sport Beach P5 Plages – Avenue Pierre Mendès France, 13008 Marseille ;
- Que ces biens sont gérés, dans le cadre d'une convention de délégation de service public n°15/1623 par la société Effia Stationnement Marseille ;
- Que l'article 14.3 « Utilisation des parcs de stationnement pour d'autres usages » prévoit que l'autorité délégante se réserve le droit d'utiliser gratuitement les parcs de stationnement dans la limite de quatre jours par parc de stationnement et par an ;
- Que dans ce cadre la Métropole peut autoriser l'occupation des parkings ;
- Que les biens immobiliers du domaine public de la Métropole ne peuvent faire l'objet que d'une autorisation temporaire d'occupation à caractère précaire et révocable ;
- Que la Ville de Marseille a informé la Métropole de la volonté d'occuper les biens précités et l'a sollicitée afin que lui soit délivrée une autorisation d'occupation temporaire à titre précaire et révocable, dans le cadre de l'organisation du défilé du 14 juillet 2019 de 7 heures à 12 heures ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée l'occupation temporaire à titre précaire et révocable, par la Ville de Marseille dans le cadre du défilé du 14 juillet 2019 de 7 heures à 12 heures, des biens relevant du domaine public de la Métropole suivants :

- emplacements du parking Palm Beach P1 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille ;
- emplacements du parking Palm Beach P1 Bis Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille ;
- emplacements du parking David P2 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille ;
- emplacements du parking Véliplanchistes P4 Plages – Avenue Pierre Mendès France, 13008 Marseille ;
- emplacements du parking Sport Beach P5 Plages – Avenue Pierre Mendès France, 13008 Marseille.

Mise à disposition des parkings pour le défilé militaire du 14 juillet 2019 organisé par la Ville de Marseille de 7 heures à 12 heures.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée pour le dimanche 14 juillet 2019, entre 7 heures et 12 heures. A son terme, elle ne sera susceptible d'aucune reconduction.

Article 3 :

Le bénéficiaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter des agissements exécutés au titre de la présente autorisation soit de son fait, soit de celui des personnes agissant pour son compte ou autorisées ou invitées par lui à se trouver sur les lieux. Il contractera à cet effet la ou les polices d'assurance garantissant les risques inhérents à son activité et de responsabilité civile en général, et s'engage à fournir une copie à la Métropole dès l'entrée en vigueur de la présente autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'utiliser les biens mis à disposition conformément à l'objet visé à l'article 1.

Toute utilisation non conforme audit objet et/ou non compatible avec l'affectation publique des biens, entraînera de fait, et sans indemnité, l'annulation de la présente autorisation.

Article 5 :

La présente autorisation est incessible et intransmissible. Elle est accordée intuitu personae. Le bénéficiaire ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

Article 6 :

Tout litige résultant de l'exécution de la présente autorisation est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/373/D

Cession d'amodiation N°14/1486 du 25 juillet 2014 (emplacement n°90)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de délégation de service public (affermage) n°14026 notifié le 24 mars 2014 concernant la gestion des parkings de Cassis, Mimosas, Viguerie et enclos Daudet, Madie, Bestouan ;
- La convention d'amodiation n°14/1486 du 25 juillet 2014.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence gère dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'un affermage confié à la société Effia Stationnement Cassis, le parking « Mimosas » sis avenue Augustin Isnard à Cassis 13260. Ce contrat de délégation de service public prévoit la location longue durée de places de stationnement, sous la forme d'amodiations, au sein de ce parc.

Les principales caractéristiques de l'amodiation sont les suivantes :

- Le contrat d'amodiation est consenti à un tiers pour une durée de 30 ans à compter de sa notification par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le prix par emplacement s'élève à 15 000 euros HT et 18 000 euros TTC ;
- Des charges d'entretien sont dues annuellement par le co-contractant, au délégataire désigné par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

Que Monsieur Jean BERNARDI et son épouse Marie GIRAUD avaient acquis une amodiation au sein du parking Mimosas sis à Cassis le 25 juillet 2014,

- Que suite aux décès de ces derniers une succession a été ouverte aux profit de : Madame Lucie Marie Yvonne BERNARDI épouse Jonas KNETSCH, Monsieur Etienne Bernard Jean BERNARDI, Mademoiselle Marie Jeanne Béatrice BERNARDI, Monsieur Christian Henri Alain BERNARDI, Monsieur Bruno Bernard Marcel BERNARDI, Madame Laetitia Michèle Dominique Marie SUPPLY épouse LECLERC, Madame Virginie Monique Marie SUPPLY épouse DUFRECHE, Monsieur Laurent Jean Roger SUPPLY, Madame Agnès Suzanne Françoise BERNARDI épouse COULON, Monsieur Vincent Bernard Jean BERNARDI, Madame Suzanne Marie Thérèse BERNARDI, Madame Louise Marie France BERNARDI, seuls héritiers de Monsieur Jean BERNARDI et de son épouse Marie GIRAUD.

Tous sont représentés par Monsieur François-Noël BERNARD, domicilié 1 rue Docteur François Morucci, 13006 Marseille et Monsieur Bruno BERNARDI domicilié 37 Rue Barthélémy 13001 Marseille.

- Ces derniers ont informé La Métropole Aix-Marseille-Provence qu'ils souhaiteraient céder, conformément à l'article VIII de la convention, cette place amodiée à La Société LAURA, société civile immobilière représentée par sa gérante Madame Laura RANISE ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence accède à la demande de cession de Madame Lucie Marie Yvonne BERNARDI épouse Jonas KNETSCH, Monsieur Etienne Bernard Jean BERNARDI, Mademoiselle Marie Jeanne Béatrice BERNARDI, Monsieur Christian Henri Alain BERNARDI, Monsieur Bruno Bernard Marcel BERNARDI, Madame Laetitia Michèle Dominique Marie SUPPLY épouse LECLERC, Madame Virginie Monique Marie SUPPLY épouse DUFRECHE, Monsieur Laurent Jean Roger SUPPLY, Madame Agnès Suzanne Françoise BERNARDI épouse COULON, Monsieur Vincent Bernard Jean BERNARDI, Madame Suzanne Marie Thérèse BERNARDI, Madame Louise Marie France BERNARDI, seuls héritiers de Monsieur Jean BERNARDI et de son épouse Marie GIRAUD. Tous représentés par Monsieur François-Noël BERNARDI, domicilié 1, rue Docteur François Morucci, 13006 Marseille et Monsieur Bruno BERNARDI domicilié 37 Rue Barthélémy 13001 Marseille ;
- Qu'à compter du 7 décembre 2018, ladite place amodiée est cédée à La Société LAURA, société civile immobilière représentée par sa gérante Madame Laura RANISE pour la durée restant à courir.
- Que dans ce cadre, le nouvel amodiatraire supportera les charges annuelles décrites dans le contrat d'amodiation n°14/1486 à compter du 31 décembre 2018 ;
- Que le nouvel amodiatraire se conformera à l'ensemble des obligations contractuelles.

Article 1 :

La convention d'amodiation n°14/1486 concernant la place n°90 au niveau -1 au parking Mimosas sis avenue Augustin Isnard à Cassis 13260 est cédée dans ses droits et obligations à La Société LAURA, société civile immobilière représentée par sa gérante Madame Laura RANISE à compter du 31/12/2018, par Monsieur François-Noël BERNARD, domicilié 1 rue Docteur François Morucci, 13006 Marseille et Monsieur Bruno BERNARDI domicilié 37 Rue Barthélémy 13001 Marseille ;

Article 2 :

A compter du 31 décembre 2018, le nouvel amodiataire supporte les charges annuelles décrites dans le contrat d'amodiation n°14/1486.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/374/D

Occupation temporaire des parkings P1 et P2 pour le festival Sport Santé du 21 et 22 Juin 2019

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille n° 15/1623 approuvé par délibération n° DTM 001-1317/15/CC du 25/09/2015 ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des immeubles relevant de son domaine public suivants :
 - Emplacements du parking Palm Beach P1 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille,
 - Emplacements du parking Palm Beach P1 Bis Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille,
 - Emplacements du parking David P2 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille.

- Que ces biens sont gérés, dans le cadre d'une convention de délégation de service public n°15/1623 par la société EFFIA STATIONNEMENT Marseille ;
- Que l'article 14.3 « Utilisation des parcs de stationnement pour d'autres usages » prévoit que l'autorité délégante se réserve le droit d'utiliser gratuitement les parcs de stationnement dans la limite de quatre jours par parc de stationnement et par an ;
- Que dans ce cadre la Métropole peut autoriser l'occupation des parkings ;
- Que les biens immobiliers du domaine public de la Métropole ne peuvent faire l'objet que d'une autorisation temporaire d'occupation à caractère précaire et révocable ;
- Que la Ville de Marseille a informé la Métropole de la volonté d'occuper les biens précités et l'a sollicitée afin que lui soit délivrée une autorisation d'occupation temporaire à titre précaire et révocable, dans le cadre du festival Sport Santé qui se déroulera du 21 au 22 juin 2019 de 7 heures à 23 heures qui accueillera de nombreuses personnes à mobilité réduite et leurs accompagnants ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'occupation temporaire à titre précaire et révocable par la Ville de Marseille dans le cadre du Festival Sport et Santé, qui se déroulera les 21 et 22 juin 2019, de 7 heures à 23 heures les biens relevant du domaine public de la Métropole suivants :

- emplacements du parking Palm Beach P1 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille
- emplacements du parking Palm Beach P1 Bis Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille,
- emplacements du parking David P2 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille.

Cette mise à disposition temporaire d'occupation est délivrée à titre précaire et révocable, dans le cadre du festival Sport Santé du 21 et 22 juin 2019, qui accueillera de nombreuses personnes à mobilité réduite et leurs accompagnants.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée du 21 juin 2019, 7 heures au 22 Juin 2019, 23 heures à son terme, elle ne sera susceptible d'aucune reconduction.

Article 3 :

Le bénéficiaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter des agissements exécutés au titre de la présente autorisation soit de son fait, soit de celui des personnes agissant pour son compte ou autorisées ou invitées par lui à se trouver sur les lieux. Il contractera à cet effet la ou les polices d'assurance garantissant les risques inhérents à son activité et de responsabilité civile en général, et s'engage à fournir une copie à la Métropole dès l'entrée en vigueur de la présente autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'utiliser les biens mis à disposition conformément à l'objet visé à l'article 1.

Toute utilisation non conforme audit objet et/ou non compatible avec l'affectation publique des biens entraînera de fait, et sans indemnité, l'annulation de la présente autorisation.

Article 5 :

La présente autorisation est incessible et intransmissible. Elle est accordée intuitu personae. Le bénéficiaire ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

Article 6 :

Tout litige résultant de l'exécution de la présente autorisation est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/381/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Sophie Sémériva pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Pierre Rochard

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête N°1902834-9 déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille le 1er avril 2019 par Monsieur Pierre Rochard sollicitant l'annulation de la décision implicite de rejet de son recours gracieux daté du 5 décembre 2018 et d'enjoindre la Métropole Aix-Marseille-Provence à procéder dans un délai d'un mois à compter du jugement à son inscription au tableau d'avancement des ingénieurs principaux.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Sophie Sémériva, 2 Place de la Corderie 13007 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Sémériva, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/382/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL UGGC Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Budget Telecom

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1901584-5 déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille le 22 février 2019 par la société Budget Telecom sollicitant l'annulation d'un avis de sommes à payer d'un montant de 754 euros relatif à l'occupation du domaine public routier concernant les réseaux de fibre optique.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL UGGC Avocats, domiciliée 3/5 rue Gilbert Dru à Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL UGGC Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/383/D

Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement SCP D'avocats Vedesi/SELARL Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Oumar Siby

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille le 24 avril 2019 par Monsieur Oumar Siby sollicitant la désignation d'un expert médical suite à son accident de travail intervenu le 7 septembre 2016.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le Groupement SCP d'Avocats Vedesi / SELARL Sindres, domicilié 28 rue d'Enghien à Lyon 69002.

Article 2 :

Les honoraires dus au Groupement SCP d'Avocats Vedesi / SELARL Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/384/D

Décision d'ester en justice- Désignation de Maître Sophie Semeriva pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Auto controle Victoire

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°19MA01564, déposée le 4 avril 2019, par la société Auto Controle Victoire, à la Cour Administrative d'Appel de Marseille, contre le jugement du Tribunal Administratif du 24 janvier 2019, qui a rejeté sa requête aux fins d'indemnisation de son préjudice commercial, subi à la suite des travaux de construction de la ligne 3 du tramway.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour administrative d'appel de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par maître Sophie Semeriva, 2 Place de la Corderie à Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Semeriva, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/385/D

Décision d'ester en justice - Désignation du cabinet Léonardis Catsicalis Peltier pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le litige qui l'oppose à Monsieur Gabriel Pipolo

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le jugement rendu le 4 octobre 2018 par le Tribunal de Grande Instance de Marseille déclarant le navire Pharaon I abandonné, autorisant la Métropole à mettre le navire à la décharge aux fins de destruction et condamnant Monsieur Pipolo aux entiers dépens en ce compris les frais de déménagement et de serrurier ;
- L'assignation devant la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence portant signification de déclaration d'appel signifiée le 10 novembre 2018 portant sur l'annulation de la condamnation aux entiers dépens.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier domicilié 15, avenue Victor Hugo – 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2019

Décision n° 19/386/D

Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement SCP D'avocats Vedesi/SELARL Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Oumar Siby

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé déposée devant le Conseil de Prud'hommes de Marseille le 1er avril 2019 par Monsieur Oumar Siby sollicitant la désignation d'un expert médical suite à son accident de travail intervenu le 7 septembre 2016.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Conseil de Prud'hommes de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par le Groupement SCP d'Avocats Vedesi / SELARL Sindres, domicilié 28 rue d'Enghien à Lyon 69002.

Article 2 :

Les honoraires dus au Groupement SCP d'Avocats Vedesi / SELARL Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/387/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Gobert & Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant Monsieur Benjamin Sassatelli

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'assignation devant le Tribunal de Grande Instance signifiée à la Métropole Aix-Marseille-Provence à la requête de Monsieur Benjamin Sassatelli, agent métropolitain, sollicitant la condamnation de la compagnie d'assurances GMF au paiement de la somme 7 928 euros en réparation des préjudices corporels et matériels subis le 13 septembre 2016 ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille afin de réclamer sa créance et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Gobert et associés, 32 rue Grignan, 13001 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Gobert et associés, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2019

Décision n° 19/388/D

Décision d'estimer en justice- Désignation de Maître Alain Xoual pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCI Mermoz et aux Consorts Fourneron

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement rendu le 28 décembre 2018 par le juge de l'expropriation des Bouches-du-Rhône condamnant la Métropole Aix-Marseille-Provence à verser à la SCI Mermoz une indemnité principale de 232 242 euros, une indemnité de emploi de 22 224 euros ainsi qu'une indemnité accessoire de 25 600 euros ;
- Le jugement rendu le 28 décembre 2018 par le juge de l'expropriation des Bouches-du-Rhône condamnant la Métropole Aix-Marseille-Provence à verser aux Consorts Fourneron, une indemnité principale de 173 120 euros, une indemnité de emploi de 18 312 euros ainsi qu'une indemnité accessoire de 33 600 euros.

DECIDE

Article 1 :

D'interjeter appel du jugement d'expropriation auprès de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence et d'être représentée dans cette affaire par Maître Alain Xoual, domiciliée, 49 rue de la Paix Marcel Paul 13001 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Alain Xoual pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/389/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Sophie Sémériva pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Stéphane Mandalos.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1802056-1 déposée par Monsieur Mandalos devant le Tribunal Administratif de Marseille demandant l'annulation de la décision implicite de rejet de son recours gracieux concernant l'annulation de l'arrêté du 18 octobre 2017 portant changement d'affectation et sa réintégration à son poste antérieur.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Sophie Sémériva – 2, Place de la Corderie – 13007 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Sémériva, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/390/D

Décision d'ester en justice- Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux occupants illicites de la ZAC des Florides à Marignane

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès verbal établi le 25 avril 2019 par Maître Michel Bernard de la SAS Provjuris, Huissiers de justice associés – 4 place Félix Baret- BP 60012 12 251 Marseille Cedex 20.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance d'Aix-en Provence et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/391/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole dans les affaires qui l'opposent à Mesdames Marie-Claire Iorio, Sandra Iklef, Amame Bassit-Karine, Céline Barale

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1700269-5, déposée le 13 janvier 2017, au Tribunal Administratif de Marseille, par Madame Marie-Claire Iorio, demandant l'annulation de la décision de rejet de sa demande de fonds de solidarité pour le logement, en date du 15 décembre 2016 ;
- La requête n°1806124-5, déposée le 30 juillet 2018, au Tribunal Administratif de Marseille, par Madame Sandra Iklef, demandant l'annulation de la décision de rejet de sa demande de fonds de solidarité pour le logement, en date du 25 juillet 2018 ;
- La requête n°1901264-5 déposée le 11 février 2019, au Tribunal Administratif de Marseille, par Madame Amame Bassit épouse Karine, demandant l'annulation de la décision de rejet de sa demande de fonds de solidarité pour le logement, du 19 décembre 2018 ;

- La requête n°1902261-5, déposée le 8 mars 2019, au Tribunal Administratif de Marseille par Madame Céline Barale, demandant l'annulation de la décision de rejet de sa demande de fonds de solidarité pour le logement, du 11 février 2019 ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans ces affaires par la SCP Charrel et Associés, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 juin 2019

Martine VASSAL

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de La Fare les Oliviers pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BA numéro 537 situé 310 chemin des Guigues à La Fare les Oliviers, appartenant à Monsieur Thierry Detchique

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération du 26 juin 2000 du Conseil Municipal de la commune de La Fare les Oliviers instituant le droit de préemption sur sa commune ;
- La délibération du 23 novembre 2007 du Conseil Municipal de la commune de La Fare les Oliviers modifiant le périmètre du droit de préemption ;
- La délibération du 24 juin 2010 du Conseil Municipal de la commune de La Fare les Oliviers modifiant la délibération du 23 novembre 2007 dans son 3^{ème} visa et 3^{ème} alinéa ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Fare les Oliviers le 15 mai 2019 enregistrée sous le n° 013 037 19 M0044 portant aliénation d'un bien immobilier bâti d'une superficie de 2a 14ca cadastré section BA sous le numéro 537, sis 310 chemin des Guigues, appartenant à Monsieur Thierry Detchique, au prix de 147 000 euros ;

- Le courrier de Monsieur le Maire de La Fare les Oliviers du 16 mai 2019 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son Droit de Prémption Urbain ;
- Le courrier de Monsieur le Maire de La Fare les Oliviers du 16 mai 2019 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son Droit de Prémption Urbain ;

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption,
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de La Fare les Oliviers cadastré section BA numéro 537 classé en zone UC et grevé d'un emplacement réservé n°62 (Aménagement du chemin des Guigues aux Perdrix) au Plan Local d'Urbanisme approuvé le 24 juin 2010, modifié par délibération les 23 septembre 2010 et 27 janvier 2011, révisé le 29 mars 2012, modifié les 28 février 2013, 11 septembre 2014, 10 septembre 2015 et 28 mars 2019, ne présente pas d'intérêt pour la Métropole mais permettrait à la commune de procéder à l'aménagement d'un carrefour entre le chemin des Guigues, le lotissement la Chabence et l'impasse des Perdrix.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de La Fare les Oliviers pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BA numéro 537 sis 310 chemin des Guigues à La Fare les Oliviers appartenant à Monsieur Thierry Detchique.

Article 2 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Juin 2019

Décision n° 19/394/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SCP Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant le référé préventif à diligenter relatif aux travaux de réhabilitation du 122 La Canebière

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Seban et Associés, domiciliée 282, boulevard Saint-Germain 75007 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/396/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SARL Groupe Chailan

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête de la SARL Groupe Chailan enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille le 30 mars 2018 (dossier TA n°1802605-3), demandant l'annulation du marché attribué par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'entreprise « La Compagnie des Forestiers / Provence Environnement » ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°1802605-3 et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats 12 boulevard de Courcelles – 75 017 Paris, dans le cadre du marché n° Z1848.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet d'Avocats Parme pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente délibération.

Fait à Marseille, le 13 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/397/D

Décision d'estimer en justice. Désignation du Groupement SELARL Sindres / SCP D'Avocats Védési pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les affaires qui l'opposent à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, France Nature Environnement, Préfet des Bouches-du-Rhône et la SAS CIPM International

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête du Préfet des Bouches-du-Rhône enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille le 12 juin 2018 (dossier TA n°1804742-2), demandant l'annulation de la délibération prise le 13 décembre 2017 par le conseil municipal de Lançon-Provence en tant qu'elle instaure deux secteurs Ne destinés à accueillir des projets photovoltaïques dans des sites aux forts enjeux écologiques à Calissanne (Font de Leu) et Camp Long (Guiegas) ;
- La requête de France Nature Environnement enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille le 18 juin 2018 (dossier TA n° 1804826-2), demandant l'annulation de la délibération n° 17-091 votée le 13 décembre 2017 par le Conseil Municipal de la Commune de Lançon-Provence approuvant la révision générale de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) et l'annulation de la décision tacite de rejet intervenue le 16 avril 2018 suite au recours gracieux effectué par le requérant ;

- La requête de la Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille le 11 juin 2018 (dossier TA n° 1804632-4), demandant l'annulation de la délibération du 13 décembre 2017 par laquelle le conseil municipal de Lançon-Provence a approuvé la révision générale de son Plan Local d'Urbanisme et l'annulation de la décision de rejet de son recours gracieux daté du 08 février 2018 ;
- La requête de la SAS CIPM International enregistrée auprès du Tribunal Administratif de Marseille le 12 juin 2018 (dossier TA n° 1804642-2), demandant l'annulation de la délibération en date du 13 décembre 2017 approuvant la révision générale du Plan Local d'Urbanisme de Lançon-Provence et l'annulation de la décision du 13 avril 2018 par laquelle le Maire de Lançon-Provence a rejeté le recours gracieux des requérants ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans les dossiers n°1804742-2, n° 1804826-2, 1804632-4, 1804642-2 et d'être représentée dans ces affaires par le Groupement SELARL Sindres / SCP D'Avocats Vedési.

Article 2 :

Les honoraires dus au Groupement SELARL Sindres / SCP D'Avocats Védési pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente délibération.

Fait à Marseille, le 13 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juin 2019

Décision n° 19/398/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Berenger Blanc Burtez Doucède & Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Saurin dans le cadre de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement du Tribunal Administratif du 15 mars 2018 par lequel la requête de Monsieur Saurin, n°1700442-2 déposée le 20 janvier 2017, a été rejetée ;
- La requête n° 18MA03424 déposée devant la Cour Administrative d'Appel du 18 juillet 2018 aux fins d'annuler la délibération du 22 novembre 2016 du Conseil Municipal de la commune d'Aubagne, approuvant le Plan Local d'Urbanisme et d'enjoindre à la Métropole Aix-Marseille-Provence de reprendre la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et à classer les parcelles cadastrées section ED n°17 et 18 en zone urbaine.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Berenger Blanc Burtez Doucede & Associés domiciliée 69 rue Sainte 13001 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP SCP Berenger Blanc Burtez Doucede & Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/399/D

Autorisation pour l'EPAD d'attribuer le marché relatif au report du périmètre de la ZAC sur fond cadastral avec contenance et l'établissement d'un plan de synthèse des zones spéciales traitées à la société Gésud

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 42/09 du 18 février 2009 par laquelle le SAN Ouest Provence a approuvé un mandat d'études avec l'Epad portant sur le suivi des études pour la dépollution des terrains de l'ancienne cartonnerie de Fos-sur-Mer et la poursuite de l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Portes de la Mer ;
- La décision n° 542/10 du Président de Ouest Provence du 28 septembre 2010 approuvant l'avenant n° 1 au mandat d'études préalables pour la dépollution des terrains de la cartonnerie et la poursuite de l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Portes de la Mer à Fos-sur-Mer qui proroge le délai d'exécution des études ;
- Les décisions approuvant les avenants successifs n° 2, 3, 4, 5, 6 et 7 pour proroger les délais de validité du mandat d'études afin de compléter les études urbaines et de dépollution, de permettre une concertation adéquate avec l'Etat, les collectivités et la population, d'arrêter une orientation d'aménagement compatible avec la nature du site et de finaliser le rendu de la mission mais également de permettre à l'Epad de poursuivre les études et travaux nécessaires et prévus dans le mandat d'études initial.

CONSIDÉRANT

- Que la Zone d'Aménagement Concerté des Portes de la Mer a été créée en 1994 mais que, suite à la découverte de pollutions générées par l'ancienne activité du site (cartonnerie Voisin-Pascal), son aménagement est suspendu dans l'attente d'une modification de son dossier de réalisation ;
- Que l'Epad est titulaire d'un mandat d'études préalables pour la dépollution des terrains de la cartonnerie et la poursuite de l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Portes de la Mer ;
- Que dans le cadre de l'évolution du dossier d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Portes de la Mer des études complémentaires concernant des investigations sur les sols ont dû être réalisées ainsi que la rédaction du dossier de Servitude d'Utilité Publiques ;
- Que dans le cadre de la réalisation de ce dossier de Servitude d'Utilité Publiques, les zones polluées doivent être reportées sur un plan cadastral à jour ;
- Que dans ce contexte, la société Gésud, sise 500, avenue du Général de Gaulle 13270 Fos-sur-Mer a été retenue pour réaliser cette mission.

DECIDE

Article 1 :

L'Epad est autorisé à attribuer le marché relatif au report du périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté sur fond cadastral avec contenances et l'établissement d'un plan de synthèse des zones spéciales traitées à la société Gésud sise 500 avenue du Général de Gaulle 13270 Fos-sur-Mer pour un montant de 560 euros H.T., soit 672 euros T.T.C.

Article 2 :

L'intervention de la société Gésud aura une durée d'une semaine à compter de la notification du marché.

Article 3 :

Le Directeur de l'Epad Ouest Provence est autorisé à signer ledit marché.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 2017501400, nature 237, opération 2017501400.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Juin 2019

Décision n° 19/400/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de Septèmes-Les-Vallons de biens et droits immobiliers situés au 33, avenue du 8 mai 1945 13 240 Septèmes-les-Vallons cadastré section BA n° 140 lot n° 1 appartenant à Madame Caubel Julie.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Septèmes-les-Vallons du 19 janvier 1988 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et NA ;
- La délibération EPPS-003-1434/09/CC du 22 juin 2009 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole instaurant un droit de préemption urbain renforcé sur la zone UB du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération EPPS-004-245/14/CC du 26 juin 2014 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole précisant les conditions de délégations du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé aux Communes membres ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;

- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 106 19M0064 reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 14 mai 2019 portant aliénation du lot n°1 dépendant de la parcelle cadastrée section BA n°140 sis au 33, avenue du 8 mai 1945 13240 Septèmes-les-Vallons appartenant à Madame Caubel Julie,

CONSIDÉRANT

- Que le bien est situé en zone UB du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Septèmes-les-Vallons ;
- Que la commune de Septèmes-les-Vallons est soumise aux dispositions de la loi SRU ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien par la commune de Septèmes-les-Vallons s'inscrit dans le cadre du Programme Local de l'Habitat qui doit permettre la réalisation de logements au titre de l'article 55 de la loi SRU ;
- Que cette préemption relève d'une compétence communale,

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition du lot n°1 dépendant de la parcelle cadastrée section BA n°140 d'une contenance cadastrale de 162m² sis au 33, avenue du 8 mai 1945 13240 Septèmes-les-Vallons appartenant à Madame Caubel Julie.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/402/D

Opposition de la déchéance quadriennale à la créance de SNCF Réseau

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 modifiée relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics ;

PREAMBULE

Réseau Ferré de France (devenu SNCF RESEAU), la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole (disparue au profit de la Métropole Aix-Marseille Provence) et d'autres partenaires ont signé, le 21 février 2005, une convention relative au financement et aux modalités d'exécution des études et des actions en vue du débat public sur le projet de ligne à grande vitesse en région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

La durée prévisionnelle de la convention (article 4) a été fixée à 24 mois. Selon le planning prévisionnel annexé à la convention, les études complémentaires devaient se dérouler au 1^{er} semestre 2004, le débat public à l'automne 2004 et, au cours du 2^{ème} semestre 2005, la décision sur les modalités de poursuite du projet devait être prise. Celle-ci l'a été effectivement le 6 décembre 2005 ;

S'agissant des modalités de financement, l'article 7.2 (et plus particulièrement les dispositions relatives au « solde ») indique qu'après achèvement des études et du débat public, « RFF présente le relevé de dépenses final sur la base des dépenses constatées ». L'article 10 stipule en outre que ladite convention «...expire au versement du solde des flux financiers dus au titre de la présente » ;

Ce solde, associé à la facture correspondante d'un montant de 10 000 euros, a été présenté à la Métropole le 27 novembre 2017. La présentation de ce solde apparaît donc tardive au regard de l'article 1^{er} de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 modifiée relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics.

CONSIDÉRANT

Que la créance de SNCF Réseau se rapporte au financement des études complémentaires et des actions engagés en vue du bon déroulement du débat public sur le projet LGV ;

Que les dépenses engagées à ce titre sont toutes datées des années 2004 et 2005 ;

Que SNCF Réseau ne saurait être légitimement regardé comme ignorant l'existence de sa créance au sens de l'article 3 de la loi du 31 décembre 1968 susvisée ;

Qu'aucune cause de suspension prévue à l'article 3 de la loi du 31 décembre 1968 susvisée n'est invocable ;

Que la date à partir de laquelle la prescription peut être opposée à la créance de SNCF Réseau est le 31 décembre 2009.

DECIDE

Article 1 :

La prescription édictée par l'article premier de la loi du 31 décembre 1968 susvisée est opposée à la créance de SNCF Réseau d'un montant de 10 000 euros.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Juin 2019

Décision n° 19/403/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 50 Millions d'euros auprès de la Banque Postale

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

CONSIDÉRANT

Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement en date du 6 juin 2019 proposée par la Banque Postale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2019,

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec la Banque Postale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après:

Objet	Financement du programme d'investissements 2019
Montant du prêt	50 000 000 €

<u>Phase de mobilisation revolving :</u>	D'une durée de 6 Mois soit du 06/08/2019 au 06/02/2020. En cas de remboursements pendant cette phase, ceux-ci reconstituent le droit à versement des fonds.
Intérêts	Eonia postfixé + 0,64%
Commission de non utilisation	De la signature du contrat jusqu'à la consolidation, une commission de 0,10% l'an est perçue à terme échu sur l'encours moyen non utilisé.

<u>Phase de consolidation</u>	20 ans et 1 Mois du 06/02/2020 au 01/03/2040 Première échéance au 01/03/2021
Périodicité	Annuelle
Taux d'intérêt	Euribor 12 mois préfixé + 0,40 % Index publié 2jours ouvrés TARGET avant chaque début de période d'intérêts.
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	Exact/360
Remboursement anticipé	Possible à une date d'échéance d'intérêt moyennant le paiement d'une indemnité et d'un préavis de 35 jours calendaires. Cette indemnité dégressive, à payer par l'emprunteur, est calculée de la manière suivante : taux de l'indemnité dégressive multiplié par la durée résiduelle d'application du taux d'intérêt de la tranche multiplié par le capital remboursé par anticipation. La durée résiduelle est exprimée en nombre d'années et est arrondie à l'année supérieure en cas d'année incomplète. Le taux de l'indemnité dégressive applicable à la tranche est de 0,30%.
Option de passage à taux fixe	Possible au plus tôt à la date de mise en place de la tranche sur index Euribor ou à une date d'échéance d'intérêts postérieure sans frais. Les intérêts à taux fixe seront décomptés sur des mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours. Le remboursement anticipé est autorisé à une date d'échéance d'intérêts et moyennant un préavis de 50 jours calendaires.

	Si la durée d'application du taux fixe est égale à la durée d'amortissement résiduelle de la tranche, le remboursement anticipé est effectué moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle. Si la durée d'application du taux fixe est inférieure à la durée d'amortissement résiduelle de la tranche, le remboursement anticipé est effectué moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle et d'une indemnité dégressive cumulée.
Commission d'engagement	0,05% exigible le 06/02/2020

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 50 000 000 euros au financement des investissements du Budget Principal.

Article 3

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/404/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 25 Millions d'euros auprès de la Banque Postale

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

CONSIDÉRANT

Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 6 juin 2019 proposée par la Banque Postale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2019.

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec la Banque Postale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après:

Objet	Financement du programme d'investissements 2019
Montant du prêt	25 000 000 €
<u>Phase de mobilisation revolving :</u>	D'une durée de 6 Mois soit du 06/08/2019 au 06/02/2020 En cas de remboursements pendant cette phase, ceux-ci reconstituent le droit à versement des fonds.
Intérêts	Eonia postfixé + 0,64%
Commission de non utilisation	De la signature du contrat jusqu'à la consolidation, une commission de 0,10% l'an est perçue à terme échu sur l'encours moyen non utilisé.
<u>Phase de consolidation</u>	20 ans et 1 Mois du 06/02/2020 au 01/03/2040 Première échéance le 01/03/2021
Périodicité	Annuelle
Taux d'intérêt	Euribor 12 mois préfixé + 0,40 % Index publié 2jours ouvrés TARGET avant chaque début de période d'intérêts.
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	Exact/360
Remboursement anticipé	Possible à une date d'échéance d'intérêt moyennant le paiement d'une indemnité et d'un préavis de 35 jours calendaires. Cette indemnité dégressive, à payer par l'emprunteur, est calculée de la manière suivante : taux de l'indemnité dégressive multiplié par la durée résiduelle d'application du taux d'intérêt de la tranche multiplié par le capital remboursé par anticipation. La durée résiduelle est exprimée en nombre d'années et est arrondie à l'année supérieure en cas d'année incomplète. Le taux de l'indemnité dégressive applicable à la tranche est de 0,30%.
Option de passage à taux fixe	Possible au plus tôt à la date de la mise en place de la tranche sur index Euribor ou à une date d'échéance d'intérêts postérieure sans frais. Les intérêts à taux fixe seront décomptés sur des mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours ; Le remboursement anticipé est autorisé à une date d'échéance d'intérêts et moyennant un préavis de 50 jours calendaires. Si la durée d'application du taux fixe est égale à la durée d'amortissement résiduelle de la tranche, le remboursement anticipé est effectué moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle. Si la durée d'application du taux fixe est inférieure à la durée d'amortissement résiduelle de la tranche, le remboursement anticipé est effectué moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle et d'une indemnité dégressive cumulée.
Commission d'engagement	0,05% exigible le 06/02/2020

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 25 000 000 euros au financement des investissements du Budget Principal.

Article 3

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juin 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/405/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 100 Millions d'euros auprès de la Société Générale

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n°HN013-146/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement en date du 27 mai 2019 proposée par la Société Générale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2019.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2019

DECIDE

Article 1

Est signé le contrat de prêt avec la Société Générale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après:

Objet	Financement du programme d'investissements 2019
Montant du prêt	100 000 000 €

<u>Phase de mobilisation :</u>	A partir de la date de signature du contrat au 16/12/2019
Intérêts	Euribor (flooré à zéro) 1,3 ,6 mois (selon la date de décaissement) + 0,40%
Commission de non utilisation	De la signature du contrat jusqu'à la consolidation, une commission de 0,05% l'an est perçue semestriellement ou à la fin de la phase de mobilisation à terme échu sur l'encours moyen non utilisé.

<u>Phase de consolidation</u>	20 ans soit du 16/12/2019 au 16/12/2039
Périodicité	Annuelle
Taux d'intérêt	Euribor 12 mois préfixé + 0,305 % Index publié 2jours ouvrés avant chaque début de période d'intérêts. Indice flooré à zéro
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	Exact/360
Remboursement anticipé	L'emprunteur devra régler à la SG une soulte de rupture des conditions financières correspondant aux coûts de dénouement, pertes et frais supportés ou réputés supportés par la SG résultant notamment de l'absence de décaissement, du non-respect des paramètres d'application du taux tels que figurant dans la Confirmation, de la modification des dates et des montants de remboursement prévus, de l'exigibilité anticipée du Prêt, du remboursement anticipé du Prêt ou encore de la survenance de tout cas de résiliation du Prêt. Dans l'hypothèse où la soulte de dénouement de rupture des conditions financières constituerait un gain net pour la SG, ledit gain sera reversé par la SG à l'Emprunteur.
Commission d'engagement	néant

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 100 000 000 euros au financement des investissements du Budget Principal.

Article 3

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/406/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 15 millions d'euros auprès de l'Agence France Locale.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation d'attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

CONSIDÉRANT

Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement 6 juin 2019 proposée par l'Agence France Locale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2019.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juin 2019

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec l'Agence France Locale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après:

Objet	Financement du programme d'investissements 2019
Montant du prêt	15 000 000 €
Durée	15 ans
Taux d'intérêt	Euribor 12 mois préfixé + 0,28 % Indice flooré à zéro
Périodicité	Annuelle
Mode d'amortissement	Annuel, linéaire
Base de calcul	Exact/360
Indemnité de remboursement	Si le taux d'intérêt contractuel de la Tranche ou du Crédit concerné est un index variable assorti de la Marge Totale, l'indemnité de remboursement anticipé à acquitter par l'Emprunteur, le cas échéant, est égale à la différence, si celle-ci est positive, entre la valeur actuelle de la Marge Totale appliquée à l'échéancier résiduel sur la période contractuelle restant à couvrir, et la valeur actuelle de la Marge de Réemploi à la date du remboursement, appliqué à l'échéancier résiduel sur la même période. L'actualisation est effectuée sur la base de la courbe des swaps.
Commissions et frais	néant

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 15 000 000 euros au financement des investissements du Budget Principal.

Article 3

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Juin 2019

Décision n° 19/407/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SELARL Provansal-D'journo-Guillet et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant Monsieur Bruno Lacoste

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'assignation déposée devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille le 15 avril 2019 par Monsieur Bruno Lacoste, agent métropolitain, suite à son accident de la circulation survenu le 26 janvier 2019 aux fins que la Métropole déclare sa créance.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille et d'être représentée par La SELARL Provansal-D'journo-Guillet et Associés, domiciliée au 43-45 rue Breteuil 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Provansal-D'journio-Guillet et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/408/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCI Le Billard

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R213-11 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La décision n° 19/259/D du 3 avril 2019 relative à l'exercice du droit de préemption urbain sur les biens et droits immobiliers cadastrés section AL n°64 et 67 sis le Billard 13180 Gignac-la-Nerthe.
- Le courrier du 7 mai 2019 adressé par la SCI Le Billard à la Métropole Aix-Marseille-Provence informant du maintien du prix figurant dans sa déclaration à hauteur de 930 000 euros.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la juridiction de l'expropriation des Bouches-du-Rhône et d'être représenté dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot domiciliée 71, boulevard Saint-Michel – 75005 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/409/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Gobert & Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant Monsieur Richard Antoine,

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille signifiée à la Métropole Aix-Marseille-Provence à la requête de Monsieur Richard Antoine, agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sollicitant la condamnation de la société d'assurances GMF au paiement de la somme 17 790 euros en réparation des préjudices subis le 13 septembre 2016.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille afin de réclamer sa créance et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Gobert et associés, 32 rue Grignan, 13001 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Gobert et Associés, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/410/D

Décision d'ester en justice - désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Eliane Bicchierai

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1902709-5 déposée au Tribunal Administratif, le 26 mars 2019, par Madame Eliane Bicchierai, demandant l'annulation de la facture n°91940231 du 21 janvier 2019 correspondant à la redevance de l'occupation du domaine public maritime de l'année 2019.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée par la SCP Charrel et Associés, domiciliée 5 rue Boussairolles 34 000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/411/D

Décision d'ester en justice- désignation du groupement SELARL Sindres-SCP D'Avocats Védési pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Fédération Nationale des Jardins Familiaux et collectifs

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La requête n°19MA02150 déposée le 14 mai 2019, à la Cour Administrative d'Appel, par la Fédération Nationale Des Jardins Familiaux et Collectifs contre le jugement du Tribunal Administratif, du 14 mars 2019, rejetant sa demande d'annulation de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2016 déclarant d'utilité publique les travaux de réalisation du Boulevard Urbain Sud.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour administrative d'appel de Marseille et d'être représentée par le groupement SELARL Sindres – SCP D'Avocats Védési domicilié 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement SELARL Sindres – SCP D'Avocats Védési pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 juin 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/412/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-provence dans l'affaire qui l'oppose à l'Association SOS Nature

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°19MA02177 déposée le 15 mai 2019, à la Cour Administrative d'Appel, par l'Association SOS Nature contre le jugement du Tribunal Administratif du 14 mars 2019, rejetant sa demande d'annulation de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2016 déclarant d'utilité publique les travaux de réalisation du Boulevard Urbain Sud.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour administrative d'appel de Marseille et d'être représentée par la SELARL Camille Mialot Avocat domiciliée 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/418/D

Décision d'estimer en justice - Désignation de Maître Christian Baillon-Passe pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant l'occupation illicite par les gens du voyage du complexe sportif de Parsemain à Fos-sur-Mer

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le rapport d'information établi par la Police municipale de Fos-sur-Mer en date du 11 juin 2019 faisant état d'une occupation illicite de terrain par les gens du voyage, sur le complexe sportif de Parsemain, dépendance du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence située sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer ;

CONSIDÉRANT

- Que depuis le 9 juin 2019, des gens du voyage occupent sans autorisation la parcelle cadastrée B 3156, constituant le complexe sportif de Parsemain, à Fos-sur-Mer ;
- Que cette parcelle est une dépendance du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Qu'il convient d'obtenir l'expulsion de ces occupants sans titre du domaine public et de saisir à cette fin le juge des référés du Tribunal administratif de Marseille ;

DECIDE

Article 1 :

De saisir le juge des référés du Tribunal Administratif de Marseille pour obtenir l'expulsion des gens du voyage qui occupent sans autorisation le complexe sportif de Parsemain à Fos-sur-Mer et d'être représentée dans cette affaire par Maître Christian Baillon-Passe, 49 rue de la Paix Marcel Paul, 13001 Marseille.

Article 2 :

les honoraires dus à Maître Christian Baillon-Passe pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/419/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SELARL Camille Mialot pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCI Le Billard.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°19/258/D du 3 avril 2019 relative à l'exercice du droit de préemption urbain sur les biens et droits immobiliers cadastrés section AL n°65 sis le Billard 13180 Gignac-la-Nerthe ;
- Le courrier du 7 mai 2019 adressé par la SCI Le Billard à la Métropole Aix-Marseille-Provence informant du maintien du prix figurant dans sa déclaration à hauteur de 255 000 euros.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la juridiction de l'expropriation des Bouches-du-Rhône et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot domiciliée 71, boulevard Saint-Michel – 75005 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/420/D

Décision d'estimer en justice. Désignation du Cabinet MCL Avocats aux fins d'introduction d'un recours en référé-expertise devant le Tribunal Administratif de Marseille au titre des désordres affectant la Médiathèque des Carmes à Pertuis.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Médiathèque des Carmes située à Pertuis, équipement culturel de compétence métropolitaine achevé en juillet 2016, est affectée de désordres constitués par des infiltrations d'eau récurrentes et généralisées, des remontées d'humidité par capillarité et des bris répétés de certains éléments vitrés ;
- Qu'il convient dès lors de saisir en référé le Tribunal Administratif de Marseille aux fins de désignation d'un expert ayant pour mission de déterminer les causes et responsabilités de ces désordres, en vue d'une action indemnitaire éventuelle envers qui il appartiendra en vue de la réparation de ces désordres.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille au titre d'un référé-expertise et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet MCL Avocats sis Le Vénitien, 27 boulevard Charles Moretti, 13014 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à MCL Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 juin 2019

Martine VASSAL